

# ENSEMBLE



Das Magazin der  
Reformierten Kirchen  
Bern-Jura-Solothurn

*Le Magazine des  
Eglises réformées  
Berne-Jura-Soleure*

---

## Neues Landeskirchengesetz – Eine Wertschätzung

*Nouvelle loi sur les Eglises nationales – Une reconnaissance*



## 4 DOSSIER

# NOUVELLE LOI SUR LES ÉGLISES NATIONALES

## Neues Landeskirchengesetz

- 4 «Une reconnaissance pour les Eglises nationales»  
*«Eine Wertschätzung der Landeskirchen»*
- 10 Interview mit Christoph Neuhaus: «Gegenwind gibt auch Auftrieb»  
*Interview de Christoph Neuhaus: «Le vent contraire donne aussi de l'élan»*
- 14 Pfarrschaft: Neues Personalreglement  
*Corps pastoral: Nouveau règlement du personnel*
- 16 Innerkirchliche Umsetzung: Ein umfassendes Veränderungsprojekt  
*L'Eglise s'adapte de l'intérieur: Vaste projet de transformation*

## 20 FOKUS

Aktuelles aus Bern-Jura-Solothurn  
**FOCUS** *Actualités de Berne-Jura-Soleure*

## 24 KREUZ UND QUER

Aus den Bezirken, Kirchengemeinden und dem Haus der Kirche  
**DE LONG EN LARGE** *Régions, paroisses et Maison de l'Eglise*

## 30 KURZ UND BÜNDIG

Kreisschreiben des Synodalarats  
**EN BREF** *Circulaire du Conseil synodal*

## 31 SCHAUFENSTER VITRINE

## IMPRESSUM

**ENSEMBLE** – Magazin für mitarbeitende, ehrenamtliche und engagierte Mitglieder der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn / Magazine pour les membres engagés, collaborateurs et bénévoles des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure – **Herausgeberin / Editeur:** Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn / Eglises réformées Berne-Jura-Soleure / Altenbergstrasse 66, Postfach / Case postale, 3000 Bern 22, ENSEMBLE@refbejus.ch (auch für Abbestellungen)

**Erscheinungsweise / Parution:** 10-mal pro Jahr / 10 fois par année – **Auflage / Tirage:** 5500 – **Nächste Ausgabe / Prochaine parution:** Ende Juni / fin juin

**Redaktion / Rédaction:** Adrian Hauser (verantwortlich / responsable), Nathalie Ogi (rédactrice), Karin Freiburghaus (Kreisschreiben), Kirchliche Bibliotheken (Schaufenster), Tony Marchand (Cartoon), Ueli Frutiger (Layout) – **Übersetzungen / Traductions:** André Carruzzo, Rolf Hubler (Deutsch), Antoinette Prince, Gabrielle Rivier, Nadya Rohrbach – **Korrektorat / Corrections:** Renate Kinzl – **Titelbild / Image de couverture:** Gesetz unter der Lupe: Systemwechsel durch das neue Landeskirchengesetz. (KEYSTONE / imageBROKER / Ralf Kunstmann)

**Grafisches Konzept / Concept graphique:** Neidhart Grafik, Klösterlistutz 18, 3013 Bern – **Inhaltliches Konzept und Beratung / Concept du contenu et conseil:** hpe Kommunikation, Sustenweg 64, 3014 Bern – **Layout / Druck / Impression:** Jost Druck AG, Stationsstrasse 5, Postfach 102, 3626 Hünibach

# LIEBE LESERINNEN UND LESER

## CHÈRE LECTRICE, CHER LECTEUR

Nun ist es also unter Dach und Fach: das neue Landeskirchengesetz. Der Prozess dazu dauerte mehrere Jahre, doch offensichtlich hat es sich gelohnt. Ende März hat der Grosse Rat des Kantons Bern das Gesetz in zweiter Lesung mit deutlicher Mehrheit verabschiedet. Das Gesetz wird per Januar 2020 in Kraft treten, bis dann haben die Berner Landeskirchen Zeit, sich auf den Systemwechsel vorzubereiten.

Für die Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn bedeutet dies, dass sie mit einem Schlag die Anstellungsverhältnisse der rund 500 Pfarrpersonen übernehmen werden. Die anfänglichen Ängste der Pfarrpersonen konnten insofern entschärft werden, als diese dieselben Anstellungsbedingungen haben wie zuvor beim Kanton. Dafür hat sich nicht zuletzt auch Daniel Wyrsh, der Geschäftsführer des Bernischen Staatspersonalverbands, eingesetzt. In seinem Gastbeitrag erklärt er das neue Personalreglement und wie es zustande kam.

Die innerkirchliche Umsetzung ist aber noch viel umfassender. In insgesamt sechs Teilprojekten widmeten sich interdisziplinäre Teams unter der Leitung externer Experten der Berner Firma Res Publica Consulting den verschiedenen Themenbereichen. Diese reichten von den Finanzen bis hin zu der Verortung der drei Ämter. In ihrem Gastbeitrag beschreiben Simon Bühler und Hans-Ulrich Zürcher, die beiden Experten von Res Publica Consulting, die Arbeit in den verschiedenen Teilprojekten.

Doch auch die Sichtweise der Politik hat uns interessiert. Wir unterhielten uns deshalb mit dem abtretenden Kirchendirektor Christoph Neuhaus. Er ist überzeugt davon, dass das neue Gesetz ein Schritt in die richtige Richtung ist. Indem der Kanton immer noch Leistungen abgibt, bekennt er sich deutlich zu den Kirchen, verleiht ihnen aber auch gleichzeitig mehr Autonomie.

**F** Voilà, la nouvelle loi sur les Eglises nationales du canton de Berne est enfin sous toit. Le processus aura duré plusieurs années, mais à l'évidence, cela en a valu la peine. A la fin du mois de mars, le Grand Conseil du canton de Berne a adopté la loi en deuxième lecture et à une majorité claire. Le texte entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020. D'ici là, les Eglises bernoises auront le temps de se préparer au nouveau système.

Pour les Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, ce changement implique qu'elles devront prendre en charge les relations de travail des quelque 500 pasteur-e-s d'un seul coup. Heureusement, la reprise de conditions de travail identiques à celles appliquées jusqu'ici par le canton a permis de désamorcer les craintes initiales du corps pastoral.

Daniel Wyrsh, administrateur de l'Association du personnel de l'Etat de Berne, ne se sera pas engagé en vain dans ce sens. Dans son article, il nous explique comment est né ce nouveau règlement du personnel et en quoi il consiste exactement.

La mise en œuvre de la nouvelle loi au sein de l'Eglise est encore beaucoup plus complète. Des équipes interdisciplinaires, réunies dans six sous-projets, se sont consacrées aux divers domaines sous la direction d'experts externes de la société bernoise Res Publica Consulting. Les sujets allaient des finances, à l'emplacement des trois ministères. Dans leur contribution écrite, Simon Bühler et Hans-Ulrich Zürcher, les deux experts de Res Publica Consulting, nous décrivent les travaux effectués dans les différents sous-projets.

Mais le point de vue de la politique nous intéressait également. Nous nous sommes donc entretenus avec le directeur sortant des affaires ecclésiastiques du canton Christoph Neuhaus. Il est convaincu que la nouvelle loi est un pas dans la bonne direction. En gardant toujours certaines prestations, le canton reconnaît clairement les Eglises nationales, tout en leur donnant également davantage d'autonomie.



Wir wünschen Ihnen eine lösungsorientierte Lektüre  
*Nous vous souhaitons une bonne lecture axée sur la solution*

Adrian Hauser, verantwortlicher Redaktor/  
*rédacteur responsable*

# «UNE RECONNAISSANCE POUR LES ÉGLISES NATIONALES»

NOUVELLE LOI SUR LES ÉGLISES NATIONALES

«EINE WERTSCHÄTZUNG DER LANDESKIRCHEN»

NEUES LANDESKIRCHENGESETZ

**Le canton de Berne s'est doté d'une nouvelle loi sur les Eglises nationales. Avec ce texte, l'Etat confère davantage d'autonomie à l'Eglise réformée, l'Eglise catholique romaine et l'Eglise nationale catholique-chrétienne, tout en leur transférant certaines tâches.**

Par Nathalie Ogi

La nouvelle loi sur les Eglises nationales a une longue histoire derrière elle. Tout a commencé en 2012: cette année-là, le député socialiste bernois Adrian Wüthrich demandait une étude et un rapport sur le financement de la rémunération des ecclésiastiques dans les Eglises nationales bernoises par l'impôt paroissial. Le Conseil-exécutif a rejeté la motion à une large majorité. Mais la question était lancée. Une année plus tard, le gou-

vernement bernois commandait en effet une expertise externe. Rendu public en mars 2015, le rapport Ecoplan montrait combien l'action des Eglises nationales bénéficiait aussi aux personnes sans confession ou d'autres religions. Et à quel point les prestations qu'elles accomplissaient en faveur de la société dépassaient largement le soutien financier que leur accordait l'Etat.

«Un travail constructif»

Un an après, le canton démarrait les travaux de la révision totale de la loi sur les églises, vieille de 70 ans. «Refbejuso a participé à ce chantier qui impliquait une modification de la constitution cantonale. Ce travail s'est avéré très constructif. Nous avons pu amener nos propres propositions», souligne Daniel Inäbnit, chancelier de Refbejuso. La nouvelle loi sur les Eglises nationales a été adoptée en mars dernier en deuxième lecture et à une large majorité par le Grand Conseil bernois. Parmi les principaux changements: une plus grande autonomie pour les Eglises, mais aussi de nouvelles tâches, comme l'engagement des ecclésiastiques. Ces derniers ne seront en effet plus considérés comme personnel de l'Etat. A charge des Eglises d'assurer les questions des ressources humaines, de l'administration, des salaires, des vacances et des jours fériés, de la formation continue, etc.

Conditions identiques

Les modifications engendrées par la nouvelle loi ont été anticipées. Ainsi, Refbejuso s'est déjà engagée dans la phase de mise en œuvre de ce texte. Des messages ont été effectués à l'intention des pasteur-e-s et des paroisses, un nouveau règlement du personnel pour le corps pastoral est en préparation et une demande d'allocation des ressources

*La nouvelle loi confère davantage d'autonomie aux Eglises.*

*Das neue Landeskirchengesetz verleiht den Kirchen mehr Autonomie.*





© Keystone/Caro/Klaus Westermann

*La nouvelle loi a été accueillie positivement par les trois Eglises nationales.*

*Das neue Gesetz wurde von den drei Landeskirchen positiv aufgenommen.*

humaines supplémentaires doit être soumise au Synode d'été les 29 et 30 mai prochain. «Notre objectif est d'être opérationnel courant 2019 afin que tout fonctionne dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Il est important de pouvoir payer les salaires des pasteur-e-s, en tenant compte du pourcentage de postes à attribuer.» A cet égard, le Conseil synodal s'est engagé à assurer des conditions identiques à celles du canton, ce qui a permis d'apaiser les craintes suscitées au départ par ces changements. «Nous sommes sur la bonne voie et nous avons confiance que tout se déroulera bien.» Parallèle-

ment, Refbejuso a engagé une réflexion globale fondée sur la Vision 21 et ses idées directrices visant à accompagner l'ensemble de ce processus de transformation.

#### **Une reconnaissance du travail des Eglises**

La nouvelle loi a été accueillie positivement par les trois Eglises nationales qui y voient une marque de confiance et une reconnaissance de la part du canton dans le travail qu'elles accomplissent en faveur de la société. «Cette reconnaissance est importante dans un contexte de profonds change-

ments sociétaux et alors que certains partis politiques ont pu remettre en question le rôle des Eglises à cet égard. Ces dernières années, le monde politique comme la population ont pu constater l'importance du rôle de cohésion sociale assumé par les Eglises, suite aux divers attentats terroristes. A l'heure où la politique se polarise de plus en plus, l'Eglise exerce une influence positive en offrant davantage de compréhension et de tolérance vis-à-vis notamment des autres religions. Il s'agit là de valeurs chrétiennes respectées à la fois par la population et les politiciens. En se positionnant clairement, en plaçant des limites, les Eglises nationales peuvent apporter un certain sentiment de soulagement au sein de la société», souligne encore le chancelier.

### Fondement juridique moderne

Par ailleurs, la nouvelle législation simplifie les relations avec le canton qui ne perd pas pour autant son droit de regard. Avec le nouveau texte, le parlement cantonal a donné un fondement

juridique solide et moderne à la poursuite des relations entre le canton et les Eglises. S'agissant du financement, il impose un renoncement de l'affectation de l'impôt des personnes morales aux cultes, et réserve celui-ci exclusivement aux prestations sociales. Pour les paroisses, cela implique de faire la distinction dans leur comptabilité entre ce qui relève de la mission sociale et ce qui relève des cultes. A noter que certaines paroisses dans la partie alémanique, mais également dans la partie francophone comptent de nombreuses personnes morales parmi leurs contribuables. Il s'agira donc de voir quel impact ce changement de modèle de financement aura sur les activités sociales. Pour l'avenir, Daniel Inäbnit souligne l'importance pour les Eglises nationales de conserver leur mission sociale. Une mission qui a toujours existé et qui a toujours été la même. Il s'agit comme auparavant d'aider les plus faibles et les plus défavorisés au sein de la société, que ce soit en Suisse, en Europe ou dans le monde, puisque Refbejus est une Eglise du monde.

### Nouveaux interlocuteurs

Avec la mise en œuvre de la révision de la LEgN au 1.1.2020, le rôle assumé jusqu'ici par le délégué aux affaires ecclésiastiques du canton de Berne devient caduc. Ses fonctions seront reprises par l'Eglise. Les interlocuteurs des membres des conseils de paroisse et du corps pastoral ne seront par conséquent plus les mêmes. Le Conseil synodal entend faire en sorte que la transition se fasse le plus en douceur possible.

Les règles pour les paroisses: dès le 1.1.2020, les paroisses pourront en principe continuer à s'adresser directement aux spécialistes respectifs de la Maison de l'Eglise, dans la mesure où leurs compétences auront été fixées. Le traitement de toutes les questions relatives aux rapports de travail entre les paroisses et le corps pastoral incombe aux pasteurs régionales et pasteurs régionaux qui deviendront les premiers interlocuteurs dans ce domaine. Ils sont en effet au fait de chaque situation individuelle et peuvent apporter un soutien sur le terrain. En parallèle, et pour toutes les autres questions, le «bureau de renseignements pour conseils de paroisse» continuera à être l'«oreille» des paroisses. Et lorsque la situation sort de son champ de compétences, il clarifiera les questions avec d'autres spécialistes de la Maison de l'Eglise.

Les règles pour les pasteurs et pasteuses: les pasteurs régionales et les pasteurs régionaux constituent pour les membres du corps pastoral aussi la première instance à laquelle ils pourront s'adresser pour toutes les questions relatives à l'accomplissement de leurs tâches et aux collaborations sur le terrain. Pour les questions d'ordre administratif en revanche (par ex. décompte de salaires, questions au niveau des assurances sociales et de caisse de pension), ils devront s'adresser directement à l'Office des ressources humaines au sein de la Maison de l'Eglise.

Les processus détaillés et les précisions relatives aux responsabilités des différents acteurs sont en cours d'adaptation et seront connus au plus tard le 1.1.2020. D'autres informations suivent.

### Une grande révision pour les catholiques

L'Eglise nationale catholique-romaine a également dû opérer des changements suite à l'adoption de la nouvelle loi. Elle a dû réviser son règlement sur le personnel en se basant également sur la législation cantonale. «Notre organisation n'étant pas très ancienne, nous n'avons pas de bases organisationnelles et juridiques très développées. La nouvelle loi est pour nous une impulsion, une occasion de développer notre structure et notre manière de travailler», souligne Regula Furrer, administratrice de l'Eglise nationale catholique-romaine. «Pour ce faire, nous avons mis sur pied le projet «Perspectives 2020» qui nous permet de modifier nos bases juridiques en nous dotant d'une nouvelle constitution. Le Synode doit examiner les nouvelles propositions en juin. En principe, cette loi devrait renforcer notre position au niveau cantonal.» Les changements sont moins importants pour l'Eglise catholique-chrétienne. «Notre Eglise étant plus petite, ses structures et son administration sont moins lourdes», souligne le curé Christoph Schuler. «Nous allons donc faire les adaptations nécessaires, réviser notre constitution, mais de manière minimale. L'Eglise catholique-chrétienne est surtout satisfaite de voir ses 2,6 postes maintenus et de pouvoir être présente dans le canton de Berne dans les deux langues.»



© Reuters / Charles Platiau

**D** Der Kanton Bern hat ein neues Gesetz über die Landeskirchen beschlossen. Im Gesetztext gesteht der Staat der evangelisch-reformierten, der römisch-katholischen und der christkatholischen Kirche mehr Autonomie zu und überträgt ihnen gleichzeitig bestimmte Aufgaben.

Von Nathalie Ogi

Das neue Landeskirchengesetz kann auf eine lange Vorgeschichte zurückblicken. Es begann 2012, als der sozialdemokratische Berner Grossrat Adrian Wüthrich eine Studie und einen Expertenbericht über die Finanzierung der Kirchen und Religionsgemeinschaften in der Berner Landeskirche durch die Kirchensteuer beantragte. Der Grosse Rat lehnte den Antrag grossmehrheitlich ab. Die Frage blieb aber im Raum. Ein Jahr später gab das Parlament tatsächlich ein externes Gutachten in Auftrag. Der 2015 veröffentlichte Eco-plan-Bericht zeigte auf, inwiefern auch Konfessionslose oder Andersgläubige von den Tätigkeiten

der Landeskirchen profitieren und in welchem Ausmass die Leistungen, welche die Landeskirchen zugunsten der Gesellschaft erbringen, über die vom Staat abgedeckte finanzielle Unterstützung hinausgehen.

**«Eine konstruktive Arbeit»**

Ein Jahr später nahm der Kanton die Arbeiten für eine Totalrevision des bereits 70 Jahre alten Landeskirchengesetzes in Angriff. «Die Reformierten Kirchen haben sich aktiv an den Diskussionen beteiligt, die letztlich auch eine Änderung der Kantonsverfassung implizierten. Die Arbeit war sehr konstruktiv. Wir konnten unsere eigenen Vorschläge einbringen», betont Kirchenschreiber Daniel Inäbni. Das neue Landeskirchengesetz wurde im März in zweiter Lesung von einer grossen Mehrheit des bernischen Grossen Rates gutgeheissen. Die wichtigsten Änderungen: eine grössere Autonomie für die Kirchen, aber auch neue Aufgaben wie etwa die Anstellung der Pfarrpersonen, die nicht mehr als Staatsangestellte angesehen werden. Die Kirchen sind künftig verantwortlich für Fragen im Zusammenhang mit dem Personal wie

*Eine solide und moderne Rechtsgrundlage.  
Une base juridique solide et moderne.*

Administration, Löhne, Ferien und Freitage oder Weiterbildung.

### **Gleiche Bedingungen**

Die Veränderungen, die das neue Gesetz mit sich bringt, wurden antizipiert. So sind die Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn im Hinblick auf die Umsetzung des Gesetzestextes bereits aktiv geworden. Pfarrpersonen und die Kirchgemeinden wurden angeschrieben, es wird ein neues Personalreglement für die Pfarerschaft ausgearbeitet, und der Sommersynode vom 29. und 30. Mai muss ein Antrag für zusätzliches Personal gestellt werden. «Unser Ziel ist es, im Verlauf des Jahres 2019 operativ zu sein, damit ab dem 1. Januar 2020 alles wunschgemäss funktionieren kann. Wir müssen unbedingt in der Lage sein, die Löhne der Pfarrpersonen zu bezahlen, und zwar unter Berücksichtigung der zugeteilten Stellenprozente.» In diesem Zusammenhang hat sich der Synodalrat dafür eingesetzt, die gleichen Bedingungen anbieten zu

*Die christkatholische Kirche ist in erster Linie glücklich darüber, dass sie weiterhin in beiden Sprachen präsent ist.*

*L'Eglise catholique-chrétienne est surtout satisfaite de pouvoir être présente dans les deux langues.*



© Michael Stahl

können wie der Kanton. Damit konnte den Ängsten, die angesichts der anstehenden Veränderungen anfänglich aufkamen, die Spitze gebrochen werden.

«Wir sind auf einem guten Weg und zuversichtlich, dass alles gut abläuft.» Die Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn haben gleichzeitig grundlegende Überlegungen angestellt, die sich auf die Vision 21 und die darin enthaltenen Leitsätze stützen. Die gewonnenen Erkenntnisse sollen den gesamten Übergangsprozess begleiten.

### **Die Arbeit wird anerkannt**

Das neue Gesetz wurde von den drei Landeskirchen positiv aufgenommen. Sie sehen darin ein Zeichen des Vertrauens und eine Anerkennung vonseiten des Kantons für die Arbeit, welche die Kirchen zugunsten der Gesellschaft leisten. «Diese Anerkennung ist im Kontext der tiefgreifenden gesellschaftlichen Veränderungen und angesichts der Tatsache, dass bestimmte politische Parteien die Rolle der Kirchen infrage gestellt haben, sehr wichtig. In den letzten paar Jahren haben sich Politik und Bevölkerung von der zentralen Rolle überzeugen können, welche die Kirchen im Hinblick auf den gesellschaftlichen Zusammenhalt spielen, etwa im Gefolge verschiedener Terrorattentate. In einer Zeit, in der die politischen Positionen immer weiter auseinanderdriften, hat die Kirche einen positiven Einfluss und ist besorgt für ein besseres Verständnis und mehr Toleranz, gerade gegenüber anderen Religionen. Wir sprechen hier von christlichen Werten, die sowohl von der Politik als auch von der Bevölkerung getragen werden. Mit einer klaren Positionierung und dem Setzen von Grenzen können die Landeskirchen in der Gesellschaft für eine gewisse Entspannung sorgen», ergänzt der Kirchenschreiber.

### **Moderne Rechtsgrundlage**

Die neue Gesetzgebung vereinfacht darüber hinaus die Beziehungen mit dem Kanton, der im Übrigen sein Mitspracherecht beibehält. Mit dem neuen Gesetzestext hat das Kantonsparlament im Hinblick auf die Weiterentwicklung der Beziehungen zwischen Kanton und Kirchen eine solide und moderne Rechtsgrundlage geschaffen. Was die Finanzen anbelangt, so dürfen Kirchensteuern der juristischen Personen nicht für kultische Zwecke verwendet werden, sondern ausschliesslich für soziale Aufgaben. Für die Kirchgemeinden bedeutet das, dass sie in ihrer Buchhaltung eine Unterscheidung vornehmen müssen zwischen Beträgen, welche den sozialen Auftrag betreffen, und solchen, die den Gottesdienst betreffen. Es besteht die Gefahr, dass sich auch die Änderungen der Unternehmenssteuerreform, die vom Bund ausgearbeitet wurde, auf bestimmte Kirchgemeinden



*Die Kirchen standen im Zuge der Gesetzesrevision unter Beobachtung.*

*Les Eglises étaient sous surveillance durant la révision de la loi.*

im französisch- wie auch im deutschsprachigen Teil auswirken. Betroffen könnten insbesondere jene Kirchgemeinden sein, in denen zahlreiche Unternehmen angesiedelt sind. Unabhängig davon, was die Zukunft bringen wird, betont Daniel Inäbnit, wie wichtig für die Landeskirchen der Erhalt ihrer sozialen Aufgaben ist. Diese haben die Kirchen schon seit jeher wahrgenommen, und sie sind unverändert. Es geht darum, die Schwächsten und die am stärksten Benachteiligten einer Gesellschaft zu unterstützen, sei es in der Schweiz, in Europa oder der gesamten Welt.

### **Grosse Revision für die Katholiken**

Die römisch-katholische Landeskirche musste im Gefolge der Verabschiedung des neuen Gesetzes ebenfalls Änderungen in die Wege leiten. Sie musste ihr Personalreglement überarbeiten und sich dabei ebenfalls auf die kantonale Gesetzgebung stützen. «Da unsere Organisation relativ neu ist, verfügen wir noch nicht über ausgeklügelte organisatorische und rechtliche Grundlagen. Das neue Gesetz ist für uns Ansporn und Gelegenheit, unsere Struktur und unsere Arbeitsweise weiterzuentwickeln», erklärt Regula Furrer, die Geschäftsführerin der römisch-katholischen Landeskirche. «Wir haben deshalb das Projekt «Perspektiven 2020» aufgelegt, das es uns ermöglichen wird, unsere Rechtsgrundlagen anzupassen und uns eine neue Verfassung zu geben. Die Synode soll die neuen Vorschläge im Juni prüfen. Grundsätzlich sollte dieses Gesetz unsere Position auf kantonaler Ebene stärken.» Für die christ-katholische Kirche sind die Änderungen weniger umfangreich. «Unsere Kirche ist kleiner, ihre Struk-

turen und ihre Verwaltung sind weniger schwerfälliger», erklärt Pfarrer Christoph Schuler. «Wir werden die nötigen Anpassungen vornehmen, und wir werden unsere Verfassung revidieren – allerdings nur in einem minimalen Ausmass.

### **Änderung der Ansprechpartner**

Mit der Umsetzung der LKG-Revision per 1.1.2020 fällt die bisherige Rolle des Beauftragten für kirchliche Angelegenheiten des Kantons Bern weg. Seine Aufgaben werden von der Kirche übernommen. Das hat auch Auswirkungen auf die Ansprechpartner für Kirchgemeinderäte und die Pfarrschaft. Der Synodalrat ist bestrebt, einen reibungslosen Übergang zu gewährleisten.

Regelung für die Kirchgemeinden: Grundsätzlich gilt ab 1.1.2020, dass Kirchgemeinden sich weiterhin direkt an die entsprechenden Spezialisten im Haus der Kirche wenden können, soweit ihnen die Zuständigkeiten bekannt sind. Bei Fragen zum Arbeitsverhältnis zwischen Kirchgemeinden und Pfarrpersonen werden neu die Regionalpfarrpersonen primäre Ansprechpartner sein. Sie kennen die individuelle Situation am besten und können vor Ort Unterstützung leisten. Für alle anderen Fragen steht den Kirchgemeinderäten weiterhin die «Auskunftsstelle für Kirchgemeinderätinnen und Kirchgemeinderäte» zur Verfügung. Wo sie nicht selber zuständig ist, klärt sie die Fragen zusammen mit anderen Spezialisten im Haus der Kirche.

Regelung für die Pfarrpersonen: Die Regionalpfarrpersonen sind auch für die Pfarrschaft die primäre Anlaufstelle bei Fragen zur Aufgabenerfüllung und Zusammenarbeit vor Ort. Bei administrativen Fragen (z. B. zu Lohnabrechnung, Versicherungs- und Pensionskassenfragen etc.) können sie sich direkt an die HR-Fachstelle im HdK wenden.

Detaillierte Abläufe und Präzisierungen der Zuständigkeiten werden aktuell erarbeitet und rechtzeitig per 1.1.2020 feststehen. Weitere Informationen folgen später.

# «GEGENWIND GIBT AUCH AUFTRIEB»

INTERVIEW MIT CHRISTOPH NEUHAUS

«LE VENT CONTRAIRE DONNE AUSSI DE L'ÉLAN»

INTERVIEW DE CHRISTOPH NEUHAUS

**Christoph Neuhaus hat als abtretender Kirchendirektor die Erneuerung des Landeskirchengesetzes begleitet. Im Gespräch erzählt er, wie er das erlebt hat und welches die Herausforderungen dabei waren.**

---

Interview von Adrian Hauser

---

*Herr Neuhaus, Sie haben als Kirchendirektor nun den ganzen Prozess um die Erneuerung des Landeskirchengesetzes begleitet. Wie nahmen Sie in dieser Zeit die Zusammenarbeit mit den Kirchen wahr?*

Das war eine spannende Zeit. Als ich vor rund zehn Jahren meine Arbeit als Kirchendirektor aufgenommen habe, bin ich erschrocken darüber, dass wir im Kanton Bern keine Trennung von Kirche und Staat haben. Doch ich habe auch gemerkt, dass das System funktioniert und man daran möglichst nichts verändern soll. Denn es gibt schon genug in der Politik, das nicht funktioniert. Im Rahmen des Sparpakets von 2014 sah ich, dass es die Kirche immer wieder trifft und der Stellenabbau alle zwei bis drei Jahre Verunsicherungen auslöst. Deshalb musste sich etwas ändern. Der Weg war am Anfang steinig. Vor etwa zwei Jahren breitete sich aber eine Aufbruchsstimmung aus. Ich bin überzeugt davon, dass die drei Landeskirchen heute froh sind, dass die Sache unter Dach und Fach ist.

*Und warum dachten Sie, dass man etwas verändern muss? Waren das rein finanzielle Gründe?*

Es war eine Mischung. Die Zeiten ändern sich, auch wenn wir uns nicht verändern, besagt ein Sprichwort. Eine Staats- oder Landeskirche ist eine relativ statische Angelegenheit. Zudem hatten die Geistlichen eigentlich vier Chefs: die Kirchgemeinde, den Synodalrat, die Kirchendirektion und

dann noch jenen ganz oben. Das sind zwei bis drei zu viel. Aufgabe, Verantwortung und Kompetenz sollten aus einer Hand kommen, und die Kirche muss für ihre Leute verantwortlich sein.

*Dann ging es letztendlich auch darum, Strukturen zu vereinfachen?*

Genau! Ein Auftrag des Staates ist es, dass er sich gegenüber den verschiedenen Kirchen religionsneutral verhält. Eine vollständige Trennung von Kirche und Staat kam für mich nicht in Frage, da die Zeit dafür nicht reif ist. Man muss schrittweise Reformen vornehmen, und es ging in diesem Prozess um Evolution, nicht um Revolution.

*Was waren die grundsätzlichen Schwierigkeiten in diesem Prozess?*

Dass alle Beteiligten in die gleiche Richtung gehen und im selben Boot sind. Denn gewisse Haltungen gingen diametral auseinander. Die einen fanden das bisherige System super und wollten das ins nächste Jahrhundert oder mindestens Jahrzehnt retten. Andere wollten die sofortige und absolute Trennung von Kirche und Staat, wie zum Beispiel die Freidenker. Schlussendlich haben wir einen bernisch-eidgenössischen Kompromiss geschmiedet.

*Wie brachten Sie denn die verschiedenen Vorstellungen zusammen?*

Ich habe mit den Leuten gesprochen und ihnen die Fakten aufgezeigt. In einem ersten Durchgang haben wir eine Situationsanalyse von zwei externen Spezialisten machen lassen. Wenn man weiss, dass 2035 ein Drittel der Berner Bevölkerung Christinnen und Christen sind, ein Drittel anderen Konfessionen angehören und ein Drittel konfessionslos sein wird, dann sieht man, dass sich die Anspruchsgruppen verändern werden und sich damit auch die Haltung des Staates gegenüber



Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektor Christoph Neuhaus.

den Kirchen wandeln muss. Die Landeskirchen, die sich bisher im Windschatten des Kantons befanden, dürfen sich durchaus dem Wind stellen. Denn Gegenwind gibt ja bekanntlich auch Auftrieb.

*Der Bericht, den Sie erwähnen, war ja recht wohlwollend für die Kirchen. Wie wurde er in der Politik aufgenommen?*

Zu einem grossen Teil auch wohlwollend. Die bernischen Landeskirchen gehören zu den letzten flächendeckenden Service-Public-Angeboten, die wir noch haben. Die Geistlichen sind auf dem Land oft wie Leuchttürme und sind Vertrauenspersonen für die dortige Bevölkerung. Die Leute wollen nicht mit der Gemeindepräsidentin reden, wenn sie ein Problem haben, oder mit einem Psychiater, einer Sozialarbeiterin oder einem Arzt. Sie wenden sich lieber an die Institution Kirche.

*Am Anfang haben ja gerade die Geistlichen Bedenken gegenüber dem neuen Landeskirchengesetz geäussert. Wie konnten Sie diese ins Boot holen?*

Indem man sie an den Diskussionen und den entsprechenden Arbeitsgruppen beteiligte und ihnen aufzeigte, was man eigentlich will. Ich habe mich am Anfang ja geehrt gefühlt, dass sie quasi bei mir bleiben wollten. Aber man hat mit dem neuen Gesetz bestimmte Rahmenbedingungen geschaffen. Das Geld vom Kanton soll nicht dazu da sein, Verwaltungsgebäude aus Marmor zu errichten oder bürokratische Wasserköpfe zu erfinden. Dieses Geld ist für die Front bestimmt und dazu, dass die Seelsorgerinnen und Seelsorger ihre Arbeit machen können.

*Was ist der Vorteil dieses neuen Systems für die Regierung oder den Kanton?*

Wir haben das Verhältnis der Kirchen zum Staat entwirrt und entflochten, ohne dass wir sie gerade der freien Wildbahn ausgesetzt haben. Wir übergeben den Kirchen mehr Selbstverantwortung. Die Kirchen haben dabei eine Frist von 2020 bis 2026, in der sie sich weiterentwickeln und stabilisieren können. Man zeigte im vorher erwähnten Bericht auch auf, welche allgemeinen Leistungen die Kirchen erbringen. Dabei geht es um knappe 200 Millionen. Das sind keine Almosen, sondern Betriebsbeiträge, um es etwas salopp auszudrücken. Da muss sich jeder rechtfertigen, wenn er vom Kanton so viel Geld erhält.

*Sie haben gesagt, dass man die Kirche nicht sofort der freien Wildbahn aussetzen wollte. Ist das nun eine Übergangslösung und in Zukunft wird noch mehr entflochten?*

Vielleicht kommt einmal eine Initiative für die vollkommene Trennung von Kirche und Staat. Ich gebe dem zurzeit zwar keine grosse Chance, sonst hätten das die Grünliberalen schon längst lanciert. Vielleicht kommt das noch. Wohin die Reise genau geht, kann man heute nicht sagen.

*Was für Meilensteine hatten Sie sonst noch in Ihrer Amtszeit als Kirchendirektor?*

Das waren vor allem zwei Dinge. Es gibt heute muslimische Seelsorger in den Justizvollzugsanstalten, und wir haben die Gemeinden informiert, wie man Verstorbene muslimischen Glaubens beisetzen kann, um deren Ritualen gerecht zu werden. Religionsfrieden heisst für mich auch, dass

diese Bevölkerungsgruppe ihre Tradition hier bei uns leben kann. Man kann sich nicht immer darüber beschweren, dass sie sich nicht integrieren, und ihnen gleichzeitig verbieten, wichtige Ereignisse wie eine Hochzeit oder eine Beisetzung gemäss ihrer Kultur zu leben. Das sind zwei Geschäfte, die in der Öffentlichkeit kaum wahrgenommen wurden.

*Worauf freuen Sie sich bei Ihrer neuen Aufgabe als Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor?*

Dass ich ein bisschen mehr betonieren darf und etwas weniger überzeugen muss (lacht). Aber im Ernst: Nach zehn Jahren tut eine Abwechslung gut. Ich bin jetzt Anfang 50 und werde noch 15 Jahre arbeiten bis zur Pension. Ich freue mich auf neue Herausforderungen, neue Anspruchsgruppen und neue Ideen. Ich werde aber die guten Gespräche mit den Kirchen und die geistliche oder geistige Komponente vermissen!

**F** **Directeur sortant des affaires ecclésiastiques, Christoph Neuhaus a accompagné l'élaboration de la nouvelle loi sur les Eglises nationales. Il revient dans un entretien sur la façon dont il a vécu ce processus et sur les défis qui ont dû être relevés.**

Interview par Adrian Hauser

*M. Christoph Neuhaus, en tant que directeur des affaires ecclésiastiques, vous avez accompagné tout le processus de révision de la loi sur les Eglises nationales. Comment avez-vous vécu cette période de collaboration avec les Eglises?*

Ce fut une époque passionnante. Quand j'ai commencé mon travail de directeur des affaires ecclésiastiques, il y a une dizaine d'années, j'ai été frappé de constater que le canton de Berne ne connaissait pas de séparation entre l'Eglise et l'Etat. Mais j'ai aussi remarqué que le système fonctionnait et qu'il fallait si possible éviter de le modifier. Il y a en effet bien assez de domaines en politique qui sont défailants. Dans le contexte du programme d'austérité de 2014, je me suis aperçu que les Eglises étaient régulièrement touchées par les mesures d'économie, et que tous les deux ou trois ans, les suppressions de postes créaient de nombreuses incertitudes. Des changements s'imposaient. Au début, le chemin a été difficile. Mais il y a deux ans environ, un vent de renouveau s'est fait sentir. Je suis convaincu qu'aujourd'hui, les trois Eglises nationales sont heureuses que le processus soit achevé.

*Pourquoi avez-vous estimé qu'un changement s'imposait? N'était-ce que pour des considérations financières?*

C'était un ensemble de raisons. Les temps changent, même si nous ne changeons pas, comme le dit un proverbe. Une Eglise nationale ou cantonale est une affaire relativement statique. D'autant plus que les ecclésiastiques avaient quatre chefs: les paroisses, le Conseil synodal, la Direction des affaires ecclésiastiques, et enfin celui qui est tout en haut. Cela en fait deux ou trois de trop. Il fallait que les tâches, les responsabilités et les compétences soient attribuées par un interlocuteur unique et que les Eglises soient responsables de leurs gens.

*Enfin, l'objectif n'était-il pas aussi de simplifier les structures?*

Exactement! L'Etat a notamment le devoir d'observer la neutralité religieuse face aux différentes Eglises. Une séparation complète de l'Eglise et de l'Etat n'entraîne toutefois pas en ligne de compte à mes yeux, car le temps n'était pas encore mûr. Les réformes doivent se faire progressivement, et il ne s'agissait pas ici d'une révolution, mais d'une évolution.

*Quelles ont été les principales difficultés rencontrées?*

De faire en sorte que tous les acteurs aillent dans la même direction et soient dans le même bateau. Car certains points de vue étaient diamétralement opposés. D'aucuns trouvaient le système en place excellent et voulaient le préserver sinon jusqu'au siècle prochain, du moins jusqu'à la prochaine décennie. D'autres, comme les libres penseurs, demandaient une séparation immédiate et absolue entre l'Eglise et l'Etat. Finalement, nous avons élaboré un compromis typiquement bernois et helvétique.

*Comment êtes-vous parvenu à concilier ces différents points de vue?*

J'ai discuté avec les gens et leur ai montré les faits. Dans un premier temps, nous avons demandé à des spécialistes externes d'effectuer une analyse de la situation. Lorsqu'on sait qu'en 2035, la population bernoise sera constituée pour un tiers de chrétiennes et de chrétiens, pour un tiers de membres d'autres confessions et pour un tiers de personnes sans confession, on voit que les groupes intéressés vont changer et que par conséquent la position de l'Etat envers les Eglises devra également évoluer. Les Eglises nationales, qui restaient jusqu'ici dans le sillage du canton, pourront désormais s'exposer au vent. Et le vent contraire, comme on le sait, donne aussi de l'élan.

*Le rapport que vous évoquez était très bienveillant à l'égard des Eglises. Comment a-t-il été reçu dans les milieux politiques?*

En grande partie aussi avec bienveillance. Les Eglises nationales bernoises représentent l'une des dernières prestations de service public à être proposée dans l'ensemble du territoire. Les ecclésiastiques sont souvent des figures de références et des personnes de confiance pour la population rurale. Lorsqu'ils ont un problème, les gens, plutôt qu'en discuter avec le président de la commune, un psychiatre, une travailleuse sociale ou un médecin, préfèrent se tourner vers l'institution de l'Eglise.

*Au début, ce sont précisément les ecclésiastiques qui ont exprimé des réserves envers la nouvelle loi sur les Eglises nationales. Comment avez-vous pu les ramener dans le bateau?*

En les associant aux discussions et aux groupes de travail correspondants et en leur montrant ce que nous voulons réellement. D'abord, j'ai été flatté qu'ils voulaient plutôt rester. Puis nous avons fixé certaines conditions générales au travers de la nouvelle loi. L'argent du canton n'est pas là pour construire des bâtiments administratifs en marbre ou financer une bureaucratie excessive. Cet argent est destiné aux actions en première ligne et doit permettre aux accompagnantes et accompagnants spirituels de faire leur travail.

*Quels avantages ce nouveau système apporte-t-il au gouvernement ou au canton?*

Nous avons clarifié et désenchevêtré les rapports entre l'Etat et les Eglises, sans toutefois les laisser livrées à elles-mêmes. Nous leur accordons davantage d'autonomie, tout en leur laissant un délai de 2020 à 2026 pour se développer et se stabiliser. Le rapport évoqué précédemment a montré que les prestations générales fournies par les Eglises représentent près de 200 millions de francs. Il ne s'agit pas d'aumône, pour parler un peu familièrement, mais de subventions de fonctionnement. Quiconque touche un tel montant du canton doit se justifier.

*Vous avez dit qu'il ne fallait pas tout de suite laisser l'Eglise livrée à elle-même. Cela veut-il dire que ce n'est qu'une solution transitoire et qu'à l'avenir le désenchevêtrement se poursuivra?*

Il est possible qu'un jour, une initiative demandant une séparation complète entre l'Eglise et l'Etat soit déposée. Aujourd'hui, je ne lui donnerais pas beaucoup de chance, sinon les Verts libéraux l'auraient déjà lancée depuis longtemps. Mais cela peut encore venir. Actuellement, personne ne peut dire où mènera le voyage.



*Quels autres événements ont marqué votre mandat de directeur des affaires ecclésiastiques?*

J'en relèverai deux en particulier. Aujourd'hui, il y a des aumôniers musulmans dans les établissements pénitentiaires, et nous avons informé les communes sur la façon de procéder pour que les défunts de foi musulmane puissent être enterrés conformément à leurs rites. A mes yeux, la paix religieuse implique aussi que cette partie de la population puisse vivre chez nous ses traditions. On ne peut pas sans cesse se plaindre qu'elle ne parvient pas à s'intégrer, et l'empêcher en même temps de vivre selon sa culture des événements aussi importants que le mariage ou un enterrement. Ces deux dossiers sont passés pratiquement inaperçus du public.

*Christoph Neuhaus, Directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.*

*De quoi vous réjouissez-vous en perspective de votre nouvelle tâche de responsable de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie?*

De pouvoir un peu plus bétonner et de devoir un peu moins convaincre (rire). Plus sérieusement: après dix ans, il est bon de changer. Je suis au début de la cinquantaine et vais encore travailler pendant 15 ans jusqu'à la retraite. Je me réjouis de découvrir de nouveaux défis, de nouveaux interlocuteurs et de nouvelles idées. Cependant, je vais regretter les bonnes discussions menées avec les Eglises ainsi que la dimension spirituelle et intellectuelle.

# NEUES PERSONAL- REGLEMENT

PFARRSCHAFT

NOUVEAU RÈGLEMENT DU PERSONNEL  
CORPS PASTORAL

**Mit dem Inkrafttreten des neuen Landeskirchengesetzes gehen die Anstellungsverhältnisse der Pfarrpersonen vom Kanton Bern zur Evangelisch-reformierten Landeskirche über. Das heisst, der Synodalrat wird neuer Arbeitgeber.**

---

Von Daniel Wyrsch\*

---

Die Pfarrrschaft hat sich schon früh gefragt, was sie vom neuen Arbeitgeber erwarten kann und wie wohl das zukünftige Anstellungsrecht aussehen wird. Der Pfarrverein – Personalverband der Pfarrleute und zugleich Sektion des Bernischen Staatspersonalverbandes (BSPV) – wollte rechtzeitig beim neuen Anstellungsrecht mitwirken. Mit dem Synodalrat einigte man sich, im Grundsatz das bisherige bernische Personalrecht zu übernehmen. Der Synodalrat bekräftigte seine Absicht, dass die Pfarrleute anstellungsrechtlich keine Verschlechterungen erdulden sollten.

## Zuständigkeiten und Bestimmungen

In einer Arbeitsgruppe (Teilprojekt 1) haben ab Februar 2017 Vertreterinnen und Vertreter des Synodalrats, des Kirchgemeindevorstands und des Pfarrvereins sowie der hier schreibende Geschäftsführer des BSPV zusammen mit externer Unterstützung am neuen Anstellungsrecht gearbeitet. Wer hat künftig welche Rechte und Pflichten? Die Frage nach den Zuständigkeiten auf der Arbeitgeberseite, spricht auf Seite des Synodalrats und der Kirchgemeinden, bot immer wieder einige Knacknüsse. Mit einer konsequenten Unterscheidung von Arbeitgeber (Synodalrat) und Anstellungsbehörde (Kirchgemeinde) versuchte man dieser Besonderheit Rechnung zu tragen.

Die bisherigen rechtlichen Bestimmungen sind bei den Pfarrpersonen sehr umfassend. Die Arbeitsgruppe hat sich in rund zehn Sitzungen auf das neue Personalreglement konzentriert, da die

---

\* Geschäftsführer Bernischer Staatspersonalverband BSPV, Grossrat SP

Synode Ende Mai 2018 darüber entscheiden muss. Im Grundsatz wird nun das kantonale Personalreglement übernommen und auf die Gegebenheiten der Pfarrleute angepasst.

## Wichtige Bedingungen bleiben

Minimal entstehen Abweichungen zum Kanton. So kann eine Pfarrerin oder ein Pfarrer beispielsweise bei Bedarf einen Arbeitsvertrag über das 70. Altersjahr hinaus haben. Beim Thema Dienstwohnungspflicht hat man zurzeit bewusst keine Änderungen herbeigeführt, weil man dem Grundsatz des Bisherigen nachleben will. Auch sollen keine neuen Gräben der unterschiedlichen Auffassungen die Akzeptanz des Reglements gefährden. Der Synodalrat hat jedoch künftig einen gewissen Spielraum in dieser Frage. Auch ist das Mitarbeitendengespräch nur im Grundsatz geregelt, damit die Ausführungsbestimmungen jederzeit angepasst werden können. Neu im Reglement ist das Thema Wissenskonflikte, das im kantonalen Personalreglement nicht existiert. Inhaltlich wurden Punkte der geltenden Dienstweisung übernommen.

Mit dem neuen Personalreglement für die Pfarrrschaft bleiben die wichtigen Anstellungsbedingungen erhalten wie beispielsweise in Bezug auf Arbeitszeit, Gehalt, Kündigungsbestimmungen, Abbau von Pfarrstellen. Auch sind der Personalverband (Pfarrverein) und der Kirchgemeindevorstand als Sozialpartner verankert. Das heisst, dass der Synodalrat vor Bestimmungsänderungen den Pfarrverein und den Kirchgemeindevorstand anhören muss.

## Arbeit geht weiter

Aus Sicht des BSPV ist bei den Arbeiten zum neuen Personalreglement innerhalb der Projektgruppe ein gutes Vertrauensverhältnis zwischen Synodalrat, Kirchgemeindevorstand und Pfarrverein aufgebaut worden. Dieses Vertrauen ist ein wichtiger Grundpfeiler für die künftige Zusammenarbeit. Denn mit der Erarbeitung der Personalverordnung Pfarrrschaft geht die Arbeit weiter.

**F** Lorsque la nouvelle loi sur les Eglises nationales entrera en vigueur, la compétence en matière d'engagement des membres du corps pastoral sera transférée du canton de Berne à l'Eglise nationale réformée évangélique. Le Conseil synodal deviendra ainsi leur nouvel employeur.

Par Daniel Wyrsch\*

Le corps pastoral s'est demandé très tôt ce qu'il pouvait attendre de son futur employeur et quelles allaient être ses conditions d'engagement. La Société pastorale – en sa qualité à la fois de représentante des pasteurs et de section de l'Association du personnel de l'Etat de Berne (APEB) – a souhaité être associée en temps voulu à l'élaboration de la législation. Il a été convenu avec le Conseil synodal de reprendre dans son principe la législation bernoise sur le personnel. Le Conseil synodal a confirmé son opposition à toute dégradation juridique des conditions d'engagement des pasteurs et pasteurs.

### Compétences et dispositions juridiques

En février 2017, des représentantes et représentants du Conseil synodal, de l'Association des paroisses et de la Société pastorale ainsi que le secrétaire de l'APEB, auteur de cet article, ont formé un groupe de travail (projet sectoriel 1) en vue d'élaborer avec un soutien externe une nouvelle réglementation des conditions d'engagement. Il s'agissait de déterminer qui à l'avenir aurait quels droits et quels devoirs. Une question délicate touchait à la répartition des compétences du côté des employeurs, à savoir le Conseil synodal et les paroisses. On s'est efforcé de tenir compte de cette constellation particulière en faisant une distinction claire entre employeur (Conseil synodal) et autorité d'engagement (paroisse).

Les dispositions juridiques actuelles relatives au corps pastoral sont très détaillées. Le groupe de travail a consacré dix séances au nouveau règlement du personnel, car le Synode doit prendre une décision à fin mai 2018. La réglementation cantonale a été reprise dans son principe, et adaptée aux réalités du ministère pastoral.

### L'essentiel est maintenu

De petites différences apparaissent par rapport au canton. Par exemple, une pasteure ou un pasteur pourra si nécessaire être au bénéfice d'un contrat de travail après 70 ans. En revanche, la réglementation de l'obligation de résidence n'a pas été modifiée pour l'instant, car on souhaite d'abord voir

\* Administrateur de l'Association du personnel de l'Etat de Berne (APEB), membre du Grand Conseil (PS)

comment fonctionnent les dispositions actuelles. Il faut éviter de créer de nouvelles divergences qui pourraient compromettre l'adoption du règlement. Le Conseil synodal aura toutefois une certaine marge de manœuvre sur cette question. De même, seul le principe des entretiens de qualification est inscrit, afin que les dispositions d'exécution puissent être adaptées à tout moment. Un point nouveau est le conflit de conscience, qui ne figure pas dans la réglementation cantonale sur le personnel. Certains éléments ont été repris du règlement de service pour les pasteurs et pasteurs actuellement en vigueur.



Daniel Wyrsch

Les principales dispositions de la réglementation cantonale relatives par exemple au temps de travail, au salaire, à la résiliation ou encore à la suppression de postes sont conservées dans le nouveau règlement. L'association du personnel (Société pastorale) et l'Association des paroisses y sont également inscrites en tant que partenaires sociaux. Ce qui signifie que le Conseil synodal doit les consulter avant de modifier des dispositions.

### Les travaux se poursuivent

Selon l'APEB, l'élaboration du nouveau règlement du personnel au sein du groupe de projet a permis d'instaurer un climat de confiance entre le Conseil synodal, l'Association des paroisses et la Société pastorale. Cette confiance est très importante pour la collaboration future, sachant que les travaux vont se poursuivre avec l'élaboration de l'ordonnance sur le personnel pour le corps pastoral.

# EIN UMFASSENDES VERÄNDERUNGSPROJEKT

INNERKIRCHLICHE UMSETZUNG

VASTE **PROJET DE TRANSFORMATION**

L'ÉGLISE S'ADAPTE DE L'INTÉRIEUR

**Das neue Gesetz über die bernischen Landeskirchen hat wesentliche Neuerungen zur Folge. Der Synodalrat setzte frühzeitig eine Projektorganisation ein, damit die Umsetzung mit Unterstützung externer Experten und unter Einbezug aller Anspruchsgruppen termingerecht vorbereitet werden kann.**

Von Simon Bühler und Hans-Ulrich Zürcher\*

Am 21. März 2018 hat der Grosse Rat des Kantons Bern das LKG verabschiedet. Er hat damit eine Grundlage geschaffen, um das traditionell gute Verhältnis zwischen dem Kanton Bern und den drei Landeskirchen unter sich verändernden gesellschaftlichen Rahmenbedingungen weiterzuführen. Bereits seit Anfang 2017 befasst sich eine vom Synodalrat eingesetzte Projektorganisation mit den Umsetzungsarbeiten. Unter der Leitung der Berner Firma Res Publica Consulting AG (RPC) sind dazu interdisziplinäre Teams tätig. Die Arbeiten sind in sechs Teilprojekte gegliedert.

Die Teilprojektgruppen erarbeiten Umsetzungsvorschläge, welche danach durch die Projektleitung und den Gesamtprojektausschuss geprüft und weiterentwickelt werden. Anschliessend werden ihre Anträge im Synodalrat diskutiert und beschlossen. Soweit nötig, werden die Ergebnisse dieser vorbereitenden Arbeiten auch der Synode zum Beschluss vorgelegt.

## **Anstellungsbedingungen Pfarrschaft**

Im ersten Teilprojekt werden die künftigen Anstellungsbedingungen der Pfarrschaft definiert. Basis hierfür ist das neue Personalreglement (s. S. 15). Gemäss einem Grundsatzbeschluss der Synode wurde dieses in enger Anlehnung an das bisher massgebende kantonale Personalrecht aus-

gestaltet. Speziell zu beachten war, dass gemäss Kantonsverfassung die Kirchgemeinden als Anstellungsbehörde insbesondere für die Anstellung und Entlassung der Pfarrpersonen zuständig sind und auch weiterhin bleiben, während eine Reihe weiterer Arbeitgeberfunktionen inskünftig durch die Landeskirche wahrgenommen werden.

Der Entwurf des Personalreglements für die Pfarrschaft wird der Sommersynode 2018 zum Beschluss vorgelegt. In diesem Teilprojekt sind der Synodalrat, der Kirchgemeindevorstand des Kantons Bern, der Pfarrverein und der Bernische Staatspersonalverband vertreten.

## **Personalmanagement**

Die Übernahme der Anstellungsverhältnisse von rund 500 Pfarrpersonen erfordert den Ausbau des bestehenden Personalmanagements seitens der Landeskirche. Mit dieser Aufgabe befasst sich das Teilprojekt 2. Es soll sicherstellen, dass die Geistlichen ab 2020 im Personalbereich in einer vergleichbaren Weise betreut werden wie bisher.

Dies bedeutet einerseits, dass eine zeitgemässe und entwicklungsfähige Personal- und Lohnadministration aufzubauen ist. Mit Prozessbeschreibungen, Ablaufdiagrammen und Checklisten soll in konkreter Weise sichtbar gemacht werden, wer in Zukunft für die einzelnen Aufgaben verantwortlich ist.

Damit die weiteren Arbeiten beim Aufbau des Personalmanagements möglichst zielorientiert erfolgen können, werden der Synode im Mai 2018 Leitsätze zur Festlegung von Grundsätzen vorgelegt.

In dieser Projektgruppe sind die Zentralen Dienste, die Fachstelle Personal sowie der Bereich Theologie des Synodalverbands vertreten.

## **Finanzen**

Sämtliche finanziellen Aspekte der Umsetzung des LKG werden im Teilprojekt 3 behandelt. Dieses Teil-



Simon Bühler



Hans-Ulrich Zürcher

\* Res Publica Consulting AG

projekt hat Szenarien berechnet, wie sich die Umsetzung des Gesetzes auf die Finanzen der Landeskirche und der Kirchgemeinden auswirken wird. Dabei mussten auch andere wichtige Faktoren berücksichtigt werden, insbesondere die in Vorbereitung befindliche Unternehmenssteuerreform III des Kantons Bern.

Für einzelne Kirchgemeinden ergeben sich bedeutende Auswirkungen, weil die Erträge aus der Unternehmensbesteuerung künftig nicht mehr für kultische Zwecke eingesetzt werden können.

Mit dem neuen Landeskirchengesetz wird der Kanton Bern gesamtgesellschaftliche Leistungen der Kirchen abgelten. Die Landeskirche muss über die Verwendung der kantonalen Mittel Bericht erstatten.

Im Teilprojekt 3 sind der Synodalrat, der Kirchgemeindevorstand und die Zentralen Dienste des Synodalverbands vertreten.

### Synodalrat und gesamt-kirchliche Dienste

Im Teilprojekt 4 will der Synodalrat im Haus der Kirche die internen Voraussetzungen schaffen, um die zusätzlichen Aufgaben möglichst effizient bewältigen zu können. Bereits 2017 hat er den Grundsatzentscheid gefällt, seine Pensen nicht zu erhöhen, um das Amt weiterhin möglichst vielen Interessierten zu ermöglichen. Zudem will er die Departemente unverändert beibehalten.

Aktuell bearbeitet werden im Teilprojekt 4 eine Stärkung der koordinativen Rolle der «Bereichsleitungs-Sitzung» sowie ein strukturierter Prozess zur Amtsübergabe im Synodalrat. Die Wintersynode 2018 wird sich mit dem angepassten Organisationsreglement befassen.

In diesem Teilprojekt sind neben der Kirchenkanzlei alle Departemente entweder mit dem zuständigen Synodalratsmitglied oder der Bereichsleitung vertreten.

### Personalentwicklung Pfarrschaft

Das 5. Teilprojekt hat zum Ziel, Aufgaben und Zuständigkeiten in der Personalentwicklung zu klären. Ein wichtiges Element ist das Weiterbildungsreglement, welches der Wintersynode 2018 vorgelegt wird.

Darüber hinaus muss insbesondere die Rolle der Regionalpfarrschaft diskutiert und neu definiert werden, die bisher sowohl dem Kanton als

auch der Kirche unterstellt war. Neu werden die Regionalpfarrpersonen der Landeskirche unterstehen. Sie werden weiterhin die Möglichkeit haben, auf die individuelle Situation vor Ort einzugehen und sie zu unterstützen. Der Synodalrat hat grundsätzlich beschlossen, dass sie künftig auch mehr Entscheidungskompetenzen haben sollen.

In diesem Teilprojekt sind der Synodalrat, der Bereich Theologie, der Pfarrverein, die Regionalpfarrschaft und der Kirchgemeindevorstand vertreten.

### Verortung der drei Ämter in der Kirche

Im Teilprojekt 6 werden Modelle diskutiert, wie die Pfarrschaft, die Sozialdiakonie sowie die Katechetik künftig an der Leitung der Kirche beteiligt werden können. Aktuell finden Meinungsbildungsprozesse in den entsprechenden Berufsverbänden statt.



Vertreten sind im Teilprojekt 6 der Pfarrverein, der Kirchgemeindevorstand, der Synodalrat, der Sozialdiakonische Verein, der Verein der Reformierten Bernischen Katechetinnen und Katecheten sowie die zuständigen Bereichsleitenden der gesamtkirchlichen Dienste.

### Ausblick

Die Arbeiten in den erwähnten Teilprojekten sind aufgrund verschiedener Abhängigkeiten unterschiedlich weit fortgeschritten: Während erste Teilprojekte im zweiten Semester 2018 abgeschlossen werden können, sind die Arbeiten in anderen Teilprojekten in vollem Gange und kommen erst im Laufe des nächsten Jahres zum Abschluss. Als Ergebnis der bisherigen Arbeiten werden der Synode im Winter 2018 verschiedene weitere Reglemente zum Entscheid unterbreitet.

*Das Haus der Kirche beschäftigt sich bereits seit Anfang 2017 mit der Umsetzung.*

*La Maison de l'Eglise prépare la mise en œuvre de la loi depuis début 2017.*

Über die hier erwähnten Themen hinaus werden weitere zusätzliche Aufgaben anfallen. Weil die genannten Veränderungen und neu zu übernehmenden Aufgaben in den gesamtkirchlichen Diensten zu einer Mehrbelastung führen, wird der Sommersynode 2018 beantragt, rund 5,5 neue Vollzeitstellen zu bewilligen.

**F La nouvelle loi sur les Eglises nationales bernoises entraîne des changements de fond. Le Conseil synodal a très tôt monté une organisation de projet afin de maîtriser la planification des opérations en synergie avec des experts extérieurs et en coordination avec l'ensemble des parties prenantes.**

Par Simon Bühler et Hans-Ulrich Zürcher\*

Le 21 mars 2018, le Grand Conseil bernois a adopté la nouvelle loi sur les Eglises nationales (LEgN). Dans une société en pleine mutation, ce texte devrait permettre de préserver les relations traditionnellement bonnes entre le canton de Berne et les trois Eglises nationales. Les six équipes interdisciplinaires – une par sous-projet – chargées par le Conseil synodal de l'organisation de projet sont à l'œuvre depuis début 2017. Elles travaillent sous la houlette de l'entreprise bernoise Res Publica Consulting AG.

Chaque équipe commence par élaborer des propositions en vue de l'application de la nouvelle loi. Ces propositions sont ensuite testées et développées par la direction de projet et le comité de pilotage. Enfin, les motions sont discutées et votées par le Conseil synodal. Si nécessaire, les résultats de ces travaux préliminaires sont également soumis à l'approbation du Synode.

#### Conditions d'engagement des ministres

L'équipe de sous-projet n° 1 est chargée de définir les futures conditions d'engagement des ministres, qui reposent sur le nouveau règlement du personnel pour le corps pastoral (voir p. 15). Selon la décision de principe du Synode, ce règlement a été adossé à la législation cantonale sur le personnel précédemment applicable. La Constitution cantonale prévoyant que les paroisses détiennent l'autorité d'engagement, notamment pour l'embauche et le licenciement des pasteurs et des pasteuses, il a fallu veiller à conserver cette compétence alors que toute une série d'autres fonctions d'employeur seront dorénavant assumées par les Eglises nationales.

\* Res Publica Consulting AG

Le projet de règlement du personnel pour le corps pastoral sera soumis à l'approbation du Synode d'été 2018. Sont représentés dans l'équipe de sous-projet n° 1: le Conseil synodal, l'Association des paroisses du canton de Berne, la Société pastorale, l'Association du personnel de l'Etat de Berne.

#### Gestion des ressources humaines

Le transfert des relations d'engagement de quelque 500 membres du corps pastoral requiert le développement de l'actuel département des ressources humaines de l'Eglise nationale. L'équipe de sous-projet n° 2 chargée de ce dossier doit faire en sorte que les services RH offerts aux ecclésiastiques à compter de 2020 soient équivalents à ceux dont ils ont toujours bénéficié.

La réalisation de cet objectif dépend de la création d'une administration du personnel et des salaires moderne et évolutive. Descriptifs de processus, diagrammes et listes de contrôle permettront de visualiser la future répartition des responsabilités.

Afin de cibler au maximum les objectifs du développement RH, des lignes directrices pour l'établissement de principes fondamentaux seront soumises au Synode en mai 2018.

Sont représentés dans l'équipe de sous-projet n° 2: les Services centraux, le service du personnel, le secteur Théologie de l'union synodale.

#### Finances

L'équipe de sous-projet n° 3 s'occupe du dossier finance, soit de tous les aspects financiers de la mise en œuvre de la LEgN. Elle a envisagé différents scénarios afin d'anticiper les effets de la future loi sur les finances de l'Eglise nationale et des paroisses. Elle a dû intégrer à ses prévisions d'autres facteurs clés tels que la réforme de l'imposition des entreprises, actuellement en projet.

Pour les paroisses, les conséquences de la RIE III ne seront pas des moindres puisque dorénavant le produit des impôts des entreprises ne pourra plus être utilisé à des fins culturelles.

Dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le canton de Berne versera une subvention aux Eglises nationales pour les prestations d'intérêt général. Les Eglises devront rendre compte de l'utilisation de ces fonds.

Sont représentés dans l'équipe de sous-projet n° 3: le Conseil synodal, l'Association des paroisses, les Services centraux de l'union synodale.

#### Conseil synodal et services généraux

Avec le sous-projet n° 4, le Conseil synodal entend créer au sein de la Maison de l'Eglise les conditions nécessaires au bon accomplissement des futures



Simon Bühler



Hans-Ulrich Zürcher



© Keystone/Oliver Berg

*Six groupes de sous-projets travaillent à la mise en œuvre des nouvelles dispositions juridiques.*

*Sechs Teilprojektgruppen arbeiten an der Umsetzung der neuen gesetzlichen Bestimmungen.*

nouvelles tâches. En 2017, il avait déjà pris la décision de principe de ne pas alourdir le cahier des charges afin que la fonction de conseiller ou conseillère reste accessible au plus grand nombre. Par ailleurs, il prévoit de garder les départements sous leur forme actuelle.

L'équipe de sous-projet se penche actuellement sur la «séance des chefs de secteur» afin d'en faire un pôle de coordination renforcé. Elle étudie également la manière de structurer le processus de passation de fonction au sein du Conseil synodal. Le règlement d'organisation modifié sera à l'ordre du jour du Synode d'hiver 2018.

Sont représentés dans l'équipe de sous-projet n°4: la chancellerie de l'Eglise, tous les départements (soit par le membre du Synode concerné, soit par le chef du secteur).

#### **Développement des ressources humaines**

L'équipe de sous-projet n°5 a pour objectif de définir les tâches et les responsabilités qui incomberont au service du développement des ressources humaines. Au rang des éléments importants du dossier, il faut citer le règlement sur la formation continue qui sera soumis au Synode d'hiver 2018.

De plus, le rôle des pasteurs et pasteurs de région doit absolument faire l'objet d'un débat et d'une redéfinition. Rappelons qu'auparavant ces ministres étaient soumis à la double autorité du canton et de l'Eglise et que désormais ils ne dépendront plus que de l'Eglise nationale. Ils auront toujours la possibilité d'intervenir sur place et de soutenir les lieux d'Eglise; par ailleurs,

sur décision du Conseil synodal, leur compétence décisionnelle devrait être renforcée.

Sont représentés dans l'équipe de sous-projet n°5: le Conseil synodal, le secteur Théologie, la Société pastorale, les pasteurs et pasteurs de région, l'Association des paroisses.

#### **Intégration des trois ministères**

L'équipe de sous-projet n°6 élabore différents modèles d'intégration des ministres, des diacres et des catéchètes dans la direction de l'Eglise. Les associations professionnelles concernées sont actuellement en train de définir leurs positions respectives.

Sont représentés dans l'équipe de sous-projet n°6: le Conseil synodal, l'Association des paroisses du canton de Berne, la Société pastorale, l'Association du personnel de l'Etat de Berne.

#### **Perspectives**

Les différents sous-groupes de travail n'en sont pas tous au même stade d'avancement pour des raisons contingentes: les uns devraient avoir terminé au cours du deuxième semestre 2018 alors que d'autres n'arriveront au bout que courant 2019. Les travaux donneront lieu à plusieurs nouveaux projets de règlements, qui seront soumis au Synode d'hiver 2018.

La liste des sujets à traiter dressée ici n'est pas exhaustive. Etant donné que les changements impliqués par la nouvelle loi sur les églises et que les tâches dont vont hériter les services généraux représenteront un surcroît de travail, il sera demandé au Synode d'été 2018 de se prononcer en faveur de la création de 5,5 postes temps pleins.

# INTEGRATIVES THEATERPROJEKT

«NEIGHBOURLINES»

**Seit November 2017 wird in der Kirchgemeinde Muri-Gümligen das Theaterstück «neighbourLines» einstudiert. Das Projekt möchte bereits während der Vorbereitungen Begegnungen zwischen Einheimischen und Geflüchteten ermöglichen.**

---

Silvia Tapis\*

---

Dort, wo eine Begegnung stattfindet, werden Vorurteile abgebaut und Freundschaften geschlossen. Durch das Projekt haben Einheimische neue

unter der Leitung von Afiwa Sika Kuzeawu, die selber Lieder zum Stück komponierte, haben Schweizer und ausländische Künstler gemeinsam die Musik einstudiert. «Die Themen, welche im Stück aufgenommen werden, erlebte ich ganz persönlich in meinen eigenen Begegnungen mit Menschen aus unterschiedlichen Ländern», präzisiert Afiwa Sika Kuzeawu.

Neben vielen humorvollen, spannenden und positiven Momenten gab es auch manche Herausforderung. Im Schauspielteam gab es mehrere Abgänge von Geflüchteten. Sei dies wegen eines Transfers nach Biel, Deutschkursen, die den Probebesuch verunmöglichten, oder wegen eines negativen Asylentscheids. Das Theatererteam erlebte ganz nah mit, wie unbeständig sich ein Leben von Asylsuchenden gestalten kann. Es waren immer wieder Flexibilität und Spontaneität gefragt. «Ich finde es herausfordernd, ein Integrationsprojekt durchzuführen, bei dem das Gemeinsame, Einende und Universelle im Vorder- und das Differentielle, Trennende und Partikuläre im Hintergrund stehen soll», berichtet Regieassistent Elias Schmid.

## Spontane Diskussionen

Gewisse Szenen wurden gemeinsam von der Regie und den Mitwirkenden erarbeitet. Da tauchten einerseits verschiedene kulturelle Ansichten sowie unterschiedliche Generationsfragen auf. Eine ältere eritreische Frau konnte zum Beispiel nur schwer verstehen, dass sich eine junge Schauspielerin im Stück etwas frech gegenüber ihrer Grossmutter verhält. So entstand spontan eine Diskussion zum Thema Respekt vor älteren Menschen und wie sich dieser in unseren Kulturen unterschiedlich gestaltet. Dazu Kurt Schneider, ein 81-jähriger Schauspieler: «Das Theaterstück ist feinfühlig, trägt den unterschiedlichen Kulturen Rechnung und zeigt auf, wie wichtig das Erlernen der Sprache ist.»

## Spieldaten

Die Aufführungen finden am 16./17. und am 22. Juni jeweils um 19 Uhr im Kirchgemeindehaus Melchenbühl in Gümligen statt.

Weitere Infos: [www.rkmg.ch](http://www.rkmg.ch) > Theaterprojekt



*Bei der Theaterarbeit trafen verschiedene kulturelle Ansichten aufeinander.*

*Dans le travail de théâtre, différents points de vue culturels se sont rencontrés.*

«fremde» Nachbarn kennen gelernt, sodass aus «neighbourLines» eben «neighbourliness» (Nachbarfreundschaft) entstand. Auf diesen feinen wörtlichen Unterschied zielen der Titel und die Geschichte des Schauspiels ab. Abdi Mohamed, einer der Schauspieler, bestätigt, dass es funktioniert: «Das Theaterprojekt ist eine sehr gute Möglichkeit, Ideen und Ansichten auszutauschen und etwas über die Unterschiede der Kulturen zu lernen.»

## Begegnungen

Unterschiedliche Projektgruppen haben je einen Teil zum gesamten Theater erarbeitet. So gab es beispielsweise eine Gruppe von Bewohnenden der Gemeinde und Geflüchteten, die zusammen das Bühnenbild bauten und malten.

Eine Konfirmationsklasse aus Muri-Gümligen drehte einen Kurzfilm als Einstieg ins Stück. Und

---

\* Projektleitung und Regie

# «Un message de foi et d'espoir»

**Pasteur de l'Eglise méthodiste d'Argentine et professeur émérite du Nouveau Testament de l'Institut universitaire ISEDET de Buenos Aires, Nestor Miguez est l'un des plus importants représentants de la théologie de la libération. Présent pour un séminaire sur l'Apocalypse organisé en mai par OETN-Migration, il nous livre ses réflexions sur la question.**

Par Nathalie Ogi

## En quoi la Révélation est-elle actuelle?

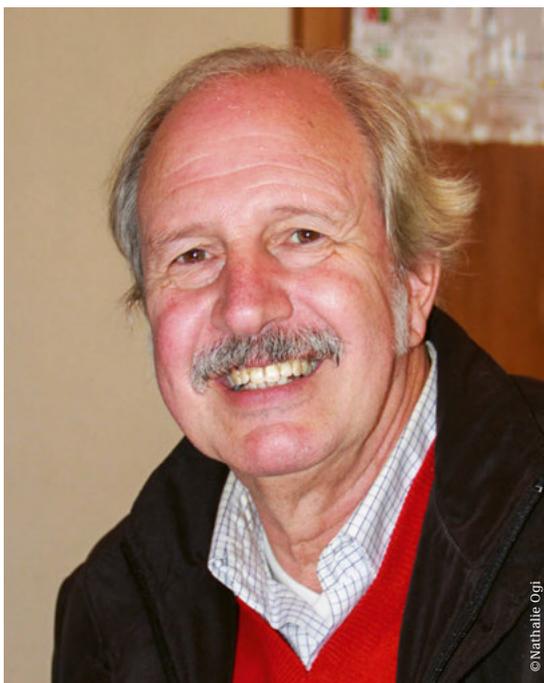
Je suis en train de terminer un commentaire complet sur la Révélation. Ce texte est important, car nous vivons actuellement une situation d'impérialisme. Le monde entier est dominé par une gouvernance de type impérialiste, non seulement celle des Etats-Unis, mais celle de toute une corporation de multinationales qui ont pris le contrôle des ressources, de la nature, des êtres humains, du savoir et de la connaissance, mais aussi de la communication. Cette minorité dominante considère quiconque tente de lui résister ou de s'opposer à elle comme un ennemi et réagit par la répression, avec une agression militaire, culturelle ou l'exclusion de ceux qui rejettent cet impérialisme du libre-marché et du monde de la finance. Or, on retrouve une situation similaire dans l'Apocalypse, avec la domination de l'Empire romain. Il y a bien sûr une distance historique et technologique, mais la conception de l'être humain, de l'économie et du pouvoir est la même.

## Quel regard apporte le texte de l'Apocalypse sur cette situation?

La Révélation de Jean nous apporte un message de foi: la conviction que le pouvoir destructeur n'aura pas le dernier mot, qu'il y a un espoir, une possibilité de changement de l'histoire, que ceux qui sont les plus faibles ne seront pas totalement détruits. Car ce que décrit l'Apocalypse, ce n'est pas la catastrophe future, mais bien la situation actuelle, à savoir la destruction de la nature, l'oppression des êtres humains, l'exclusion. Ce texte nous parle du présent, de ce qui est, et non pas de ce qui va advenir.

## Quelles solutions peut-on tirer de ce message?

Je pense qu'il est possible, dans certaines communautés, de créer et de développer des alternatives de vie qui ne sont pas celles de l'impérialisme dominant. Il s'agit de créer une solidarité dans le



Nestor Miguez

monde des travailleurs, avec les personnes défavorisées, avec les victimes de la violence, de défendre les droits des enfants et des femmes, de lutter pour l'emploi. Je ne parle pas de communautés chrétiennes fermées, mais de chrétiens participant à la création de communautés ouvertes, en lien avec l'ensemble de la société.

## Que nous dit la Révélation des médias et de la communication actuelle?

Le livre de la Révélation parle constamment des faux prophètes, des messages trompeurs, de l'idolâtrie de l'argent et du pouvoir. L'Apocalypse nous dit que l'on peut contester ce pouvoir et déconstruire son discours trompeur. Le livre nous dit aussi qu'il est possible de vivre dans un monde où d'autres mondes existent.

## Quel message apporte la Révélation pour l'Europe et la Suisse?

Harmonieuse en apparence, l'Europe vit sur les ruines et la destruction des populations du tiers-monde. Elle doit prendre conscience de l'inégalité de cette situation. Elle doit aussi prendre au sérieux la destruction de la nature et renoncer à sa participation dans l'agression militaire de pays du tiers-monde. Je pense à la Syrie, la Libye, l'Afghanistan, la Palestine, l'Iran où l'Irak. Quant à la Suisse, elle semble vivre dans l'abondance, mais en réalité elle oublie que sa richesse provient de l'argent caché dans ses banques par les dictatures du tiers-monde.

# Grüner Güggel im Haus der Kirche

**Auf Beschluss des Synodalrats wird im Haus der Kirche das Umweltmanagementsystem Grüner Güggel eingeführt. Auch Kirchgemeinden können den Grünen Güggel einführen. Ein «Konvoi» und das Förderprogramm helfen beim Start.**

Von Kurt Aufderegg\*

Wer heute an der Altenbergstrasse in Bern das Haus der Kirche betritt, wird im Eingangsbereich von einem Grünen Güggel begrüsst. Im Hintergrund arbeitet ein Umweltteam seit einem halben Jahr an der Einführung des Umweltmanagements.



*Mitglieder des Umweltteams im Haus der Kirche bei der Begehung des Aussenraums. oeku-Biologin Claudia Baumberger zeigt, wie der Lebensraum für Pflanzen und Tiere aufgewertet werden kann.*

## Synodalratsbeschluss zeigt Wirkung

Im Umweltteam sind fast alle Bereiche des Hauses vertreten. Geführt wird die Gruppe von Marcel Maier. Als Leiter der Fachstelle Infrastruktur befasst er sich oft mit technischen Fragen. Er kennt das Heizsystem der gemieteten Liegenschaft und ist zuständig für die Beschaffung von Geräten und Arbeitsmaterial der rund 100 Angestellten. Deshalb war er überrascht, als sich bei einem Gebäuderundgang herausstellte: Wegen eines defekten Teils in der Lüftungssteuerung wird konstant zu warme Luft ins Innere des Gebäudes geblasen. «Ohne die Begehung mit dem städtischen Energieberater hätten wir diesen Mangel nicht festgestellt!», gesteht er und ist davon überzeugt, dass sich die Arbeit der Gruppe langfristig nicht nur für die Umwelt lohnt. «Durch reduzierten Ressourcenverbrauch können wir auch finanziell gewinnen.»

## Massnahmen bestimmen

Bei einer weiteren Begehung kam die begrünte Umgebung des Hauses unter die Lupe. Eine Biologin identifizierte Kleintierfallen und Neophyten (gebietsfremde Pflanzen). Sie schlug eine Reihe von Massnahmen vor, die den Lebensraum von Pflanzen und Tieren aufwerten. Welche Vorschläge umgesetzt werden, diskutiert das Umweltteam an einer der nächsten Sitzungen. Dabei fliessen auch die Vorschläge ein, die über eine Befragung von den Mitarbeitenden gemacht wurden.

## Schöpfungsleitlinien als roter Faden

Das Umweltteam steckt mitten in der Bestandsaufnahme. Anschliessend wird ein Umweltprogramm entwickelt. Bereits gutgeheissen hat der Synodalrat die «Schöpfungsleitlinien». Die Einführung dazu hat der hauseigene Bereich Theologie beigesteuert. Sie macht klar, warum sich gerade die Kirche mit Umweltfragen auseinandersetzt: «Gott hat die Erde erschaffen als einen Ort, wo alles Geschaffene einen Platz zum Leben hat. Als solcher Ort bezeugt die Schöpfung die Liebe Gottes, ihres Schöpfers. Der Mensch ist dazu berufen, das Geschaffene «zu bebauen und zu bewahren» (Genesis 2,15).»

Die Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn wollen also dazu beitragen, die Schöpfung als Miteinander allen Lebens zu erhalten und zu fördern.

\* Umweltbeauftragter oeku

## Grüner Güggel attraktiv für Kirchgemeinden

Refbejus unterstützt Kirchgemeinden, die sich für eine energetische Analyse ihrer Gebäude oder für ein umfassendes Umweltmanagement entscheiden. Bei Vorliegen eines Umweltprogramms werden Fr. 4000.– pro Kirchgemeinde im Synodalgebiet ausbezahlt.

Gesuchsformulare und Reglemente bei [www.oeku.ch/de](http://www.oeku.ch/de) > [refbejus.php](http://refbejus.oeku.ch)

Im Herbst startet ein «Konvoi», also ein Zusammenschluss von etwa fünf Kirchgemeinden, die im nächsten Jahr gemeinsam und mit Unterstützung der Fachstelle oeku das Umweltlabel Grüner Güggel erarbeiten.

Infoveranstaltung am Dienstag, 12. Juni, um 17 Uhr im Politforum Käfigturm in Bern.

Auskunft: oeku Kirche und Umwelt,  
Tel. 031398 23 45, [info@oeku.ch](mailto:info@oeku.ch),  
[www.grüner-güggel.ch](http://www.grüner-güggel.ch)

# «Gutes Marketing»

**Alfred Meyes ist Kirchgemeinderat der Kirchgemeinde Kirchdorf. Er bringt unternehmerischen Geist mit ein und ist überzeugt, dass eine Kirchgemeinde ein gutes Marketing braucht.**

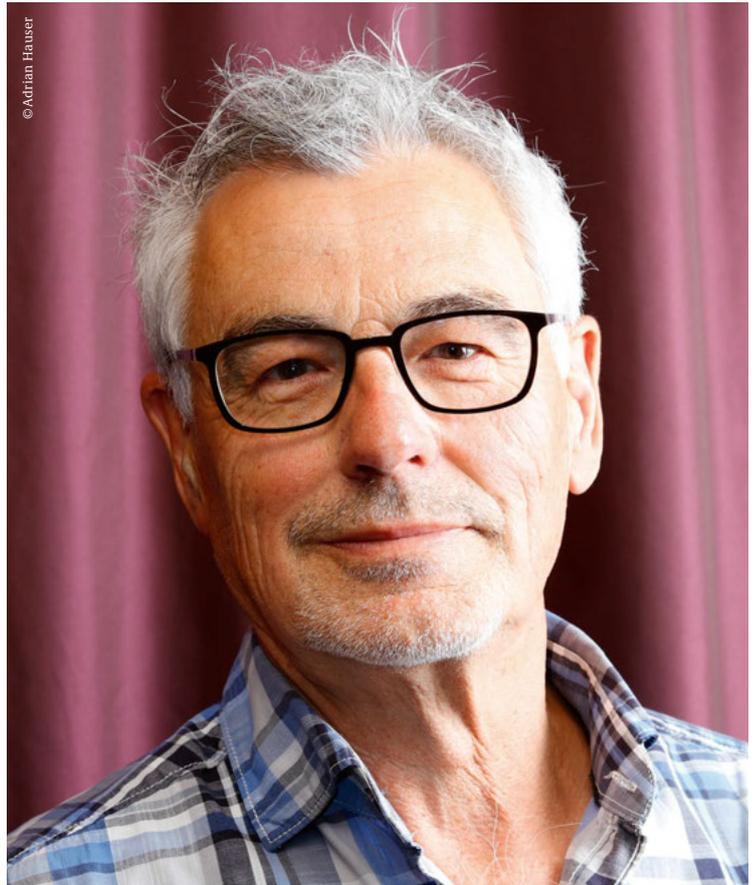
Von Adrian Hauser

«Eine Kirchgemeinde ist komplexer als eine politische Gemeinde», sagt Alfred Meyes, der seit gut einem Jahr Kirchgemeinderat in Kirchdorf ist. Tatsächlich umfasst «seine» Kirchgemeinde insgesamt drei politische Gemeinden mit sechs Dörfern und sei ein «breit gefächertes» Unternehmen. Dies, weil sie Menschen von der Geburt an bis zum Tod begleitet und somit die unterschiedlichsten Zielgruppen ansprechen und integrieren soll. Deshalb ist für Alfred Meyes klar: «Eine Kirchgemeinde braucht ein Management wie eine KMU!»

## Der Kirche verbunden

Diesen unternehmerischen Geist lässt Alfred Meyes in seine Arbeit im Kirchgemeinderat einfließen. Und er weiss, wovon er spricht. Er arbeitete jahrelang in der Maschinenindustrie, hat Erfahrungen in Geschäftsführung, betreute Tochterfirmen und lernte die Seiten von Kunden sowie Lieferanten kennen. Nicht zuletzt durch solche Erfahrungen ist Alfred Meyes ein sehr kommunikativer Mensch, kann auf verschiedene Menschen zu- und mit diesen umgehen. Für die Arbeit im Kirchgemeinderat wurde er angefragt oder genauer: Man versuchte ihn schon seit längerem dazu zu überreden, bereits als er noch im Berufsleben stand. Denn er steht der Kirche seit jeher nahe und beteiligte sich auch vor seiner Zeit als Kirchgemeinderat aktiv am Gemeindeleben, etwa durch die Organisation und Durchführung von Themenwochenenden für interessierte Mitglieder. Nach der Pensionierung war für ihn der Moment dann da, als er von der Kirchgemeindepäsidentin abermals angefragt wurde.

Der Entscheid fiel ihm aber nicht ganz leicht: «Will ich mit zwölf Sitzungen im Jahr ein Stück meiner Freiheit aufgeben? Kann ich das überhaupt? Kann ich im Kirchgemeinderat auch etwas bewirken?» Solche Fragen schwirrten ihm vor der Zusage im Kopf herum. Letztendlich sagte er dann aber zu und übernahm das Ressort IT und Technischer Support. Sein Wissen, das er sich in seinem Berufsleben angeeignet hat, gibt er gerne weiter. Einmal im Monat ist er in einem Café der Kirch-



gemeinde anwesend und beantwortet Fragen zur Nutzung von PC, Tablet oder Handy. Hauptsächlich sind es ältere Gemeindemitglieder, die dieses Angebot wahrnehmen.

Alfred Meyes

## Mehr Leben

Auch sonst hat er sich für seine Amtszeit einige konkrete Ziele gesteckt. Er möchte insgesamt mehr Leben in die Kirchgemeinde bringen, mit neuen Angeboten näher zu den Leuten und mehr Personen ansprechen. «Auch eine Kirchgemeinde braucht ein gutes Marketing», ist der 67-Jährige überzeugt. Denn die Kirchenmitglieder sollen wissen, was mit ihrem Geld passiert. Und schon kommt der Unternehmer in ihm wieder zum Vorschein. Er spricht von Zielen definieren, Leitbild erarbeiten, Serverstrukturen einführen oder von dem neu erarbeiteten Corporate Design. Seine Ideen fallen bisher auf fruchtbaren Boden. Viel Unterstützung hat er auch vom Pfarrteam, mit dem er zurzeit auch an neuen Gottesdienstformen arbeitet. «Denn es kann nicht sein, dass am Sonntag nur zehn Leute in der Kirche sitzen und man dagegen nichts tut», erklärt Alfred Meyes. Bleibt zu hoffen, dass Alfred Meyes noch lange als Kirchgemeinderat seine frischen Ideen einbringt.

# KREUZ UND QUER

DE LONG EN LARGE

REFORMATIONSJUBILÄUM

## Dank an alle Beteiligten

*Andreas Zeller\** – Das Reformationsjubiläumsjahr 2017 war in unserem Kirchengebiet ein grosser Erfolg. Die Aktivitäten fanden vor allem in den Gemeinden statt. Das Angebot war überwältigend: Mehr als 300 Veranstaltungen wurden durchgeführt, und zwar in vielen Fällen ganze Vortrags- und Predigtreihen, Ausstellungen, Podien, Theateraufführungen, Filmvorführungen und Reisen



Andreas Zeller

zu Stätten der Reformation. Im gesamtschweizerischen Vergleich ragt die Fülle an Angeboten in unserem Kirchengebiet heraus.

Für die grosse Arbeit und das Engagement möchte der Gesamtprojektausschuss Reformationsjubiläum den Kirchgemeinden, Pfarrerinnen und Pfarrern und vielen weiteren Beteiligten herzlich danken!

Auch der Gesamtprojektausschuss schaut gerne auf seine Arbeit zurück: Aus den von der Synode gesprochenen Krediten wurden über 30 Projekte in Kirchgemeinden und 10 Projekte externer Partner aufgrund einer detaillierten Kriterienliste unterstützt. Zudem waren zwischen den Veranstaltungen des Kirchenbundes und anderer Organisationen und jenen unserer Landeskirche wichtige Koordinationsaufgaben zu erbringen.

Das Reformationsjubiläum hat es vielen kirchennahen und kirchenfernen Menschen ermöglicht, sich neu mit der Herkunft der reformierten Kirche und mit unserer reformierten Identität auseinanderzusetzen. Und es hat sehr geholfen, den Protestantismus als wichtiges Element der Geschichte

der Neuzeit in den Blick zu rücken. Möge es die kirchlichen Aktivitäten in Zukunft nachhaltig beflügeln!

### F JUBILÉ DE LA RÉFORME Merci à tous les participants

*Andreas Zeller\** – L'année du Jubilé de la Réforme 2017 a été un grand succès sur le territoire de notre Eglise. Les activités se sont principalement déroulées dans les communes. L'offre a été époustouflante: plus de 300 événements ont eu lieu, dont de nombreuses conférences et prédications, des expositions, des podiums, des représentations théâtrales, des projections de films et de voyages sur les sites de la Réforme. En comparaison suisse, notre Eglise s'est distinguée par cette abondance d'offres dans notre région.

Le comité du projet du Jubilé de la Réforme souhaite aussi remercier cordialement les paroisses, les pasteurs et toutes les autres personnes impliquées pour leur travail et leur engagement!

Le comité tire aujourd'hui un bilan positif: le Synode a soutenu avec ses crédits plus de 30 projets dans les paroisses et 10 projets de partenaires extérieurs sur la base d'une liste de critères détaillés. En outre, la coordination entre les événements de la Fédération des Eglises protestantes et ceux de notre Eglise nationale a nécessité un important travail.

L'anniversaire de la Réforme a en outre permis à de nombreuses personnes proches ou plus éloignées de l'Eglise de reconsidérer l'origine de l'Eglise réformée et de notre identité de Réformés. Et cela a permis d'envisager le protestantisme comme un élément important de l'histoire moderne. Nous souhaitons que les activités de l'Eglise puissent en bénéficier durablement à l'avenir!

\* Synodalratspräsident im Namen des Gesamtprojektausschusses  
Président du Conseil synodal, au nom de l'ensemble du comité de projet

# Reformierte Theologie vom Feinsten

Matthias Zeindler\* – Anfang Juni bietet sich die seltene Gelegenheit, einen der wichtigsten reformierten Theologen in Bern zu hören: Prof. Dr. Michael Welker aus Heidelberg. Er wird auf Einladung der Universität einen Vortrag zum Thema «Reformierte Theologie – quo vadis?» halten.

Welker hat ein langes Gelehrtenleben hinter sich. Bis zu seiner Emeritierung war er Professor für Systematische Theologie. Dabei hat er eine Reihe von grundlegenden Büchern veröffentlicht. Seine Arbeit hat auch einen starken Bezug zur Kirche – immer wieder hat er Anregungen für die kirchliche Praxis gemacht. Nicht selten ist er aber auch als Kritiker einer zu inhaltsleeren, zu stark angepassten Kirche hervorgetreten. Vor allem aber ist Michael Welker ein grosser Netzwerker: Er hat Dialoge organisiert zwischen Theologie und Naturwissenschaften, zwischen Theologien auf verschiedenen Kontinenten, zwischen Osten und Westen, zwischen den Konfessionen.

Und nicht zuletzt ist Welker grosser reformierter Theologe. Er erinnert immer wieder an die Stärken der reformierten Tradition. Und er liefert wichtige Beiträge zur Zukunft dieser Tradition. Das wird er auch in Bern tun. Michael Welker ist ein glänzender, pointierter Redner, der sein Publikum zu packen weiss.

Der Vortrag von Michael Welker findet statt im Rahmen einer Vernissage der Buchreihe «reformiert!». Diese Buchreihe wird verantwortet von Lehrenden an der Universität und Mitarbeitern der Kirche: Prof. Dr. Magdalene L. Frettlöh (Theologische Fakultät Bern), Prof. Dr. Frank Mathwig und Matthias Felder (Schweizerischer Evangelischer Kirchenbund) sowie Prof. Dr. Matthias Zeindler (Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn). Auch «reformiert!» will darauf aufmerksam machen, wie wichtig die reformierte



Michael Welker

Theologie für eine heutige Kirche, aber auch für die Gesellschaft als Ganze ist. In der Reihe werden unter anderem die jährlichen Ringvorlesungen an der Universität dokumentiert, die viele Mitglieder der reformierten Kirche regelmässig besuchen.

## Programm der Vernissage

Festvortrag von Prof. em. Dr. Dr. Dres. h.c. Michael Welker/Heidelberg

Grussworte von Prof. Dr. Andreas Wagner (Theologische Fakultät), Ruth Pfister (Schweizerischer Evangelischer Kirchenbund) und Lucien Boder (Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn)

Kurzporträts der Bände 1–5 «reformiert!»

Musikalische Gestaltung: Duo al volo (Pia Stucki/Violine und Susanna Dill/Akkordeon, featuring Claudia Miller/Oboe)

4. Juni 2018, 17–19 Uhr,  
anschliessend Apéro und Büchertisch,  
Universität Bern, UniS, Hörraum A003,  
Schanzeneckstr. 1, 3012 Bern

\* Bereichsleiter Theologie

**reformierte theologie quo vadis?**  
VERNISSAGE «REFORMIERT!»  
BAND 1-5  
mit einem Festvortrag von Prof. em. Dr. Dr. Dres. h.c. Michael Welker/Heidelberg  
4. Juni 18 • 17:00 Uhr  
UNIVERSITÄT BERN  
Hörraum A003, UniS, Schanzenekstrasse 1, 3012 Bern

**BAND 1**  
Martin Ernst Hirzel, Frank Mathwig, Matthias Zeindler (Hg.)  
**DER HEIDELBERGER KATECHISMUS - EIN REFORMIERTER SCHLÜSSELTEXT**  
Reformierter Grundlagentext mit Antworten für heute  
Ein konfessioneller Text ökumenisch gelesen

**BAND 2**  
Maren Bienenert, Marco Hofheinz, Carsten Jochum-Bortfeld (Hg.)  
**NEUERE REFORMIERTE BEKENNTNISSE IM FOKUS**  
Studien zu ihrer Entstehung und Geltung  
Reformierte Bekenntnistexte der Gegenwart von Belhar bis Kappel  
Aktuelle hermeneutische Fragen & Fragen konfessioneller Identität

**BAND 3**  
Magdalene L. Frettlöh (Hg.)  
**«GOTTES KRÄFTIGER ANSPRUCH»**  
Die Barmer Theologische Erklärung als reformierter Schlüsseltext  
Lässt sich die Erklärung heute als Bekenntnis fortschreiben?  
Impulse für ein gesellschaftlich relevantes Christsein

**BAND 4**  
Matthias Zeindler, David Plüss (Hg.)  
**«IN DEINER HAND MEINE ZEITEN ...»**  
Das Kirchenjahr - reformierte Perspektiven, ökumenische Akzente  
Geschichte und theologische Inhalte kirchlicher Feste  
Reflexion von gottesdienstlichen Formen

**BAND 5**  
Matthias Käser-Braun  
**JUDAS ISCHARIOTH: «ÜBERLIEFERER» DES EVANGELIUMS**  
Karl Barths erwählungstheologische Interpretation der biblischen Judasgestalt  
Wenn Gott mit Judas kooperiert ... eine neue Sicht auf Judas - einer von uns!  
Überliefern statt verraten - Judas macht «nur» seinen Aposteljob.

# Priestertum aller: Funktioniert das noch?

Matthias Zeindler\* – Das Reformationsjubiläum hat an einen ur-reformierten Grundsatz erinnert: das «Priestertum aller Gläubigen». Daran also, dass in den evangelischen Kirchen allen Glaubenden zugehört wird, die Bibel verstehen und in Glaubenssachen urteilen zu können. Und dass deshalb die Kirche von allen getragen und gestaltet wird. So sind die reformierten Kirchen «Kirchen von unten». Und sie werden gemeinschaftlich von Ordinierten und Nicht-Ordinierten geleitet.

Als Reformierte sind wir stolz auf das Priestertum aller Gläubigen. In den Stolz haben sich in den letzten Jahren aber auch Zweifel gemischt. Denn die Ansprüche an Kirchgemeinderätinnen und -räte und andere freiwillige Mitarbeitende sind enorm gestiegen. Immer mehr Gesetze, neue Rechnungsmodelle oder zusätzliche Aufgaben in der Personalführung übersteigen nicht selten die Möglichkeiten von Nichtprofessionellen. Kommt das Milizsystem an seine Grenzen?

willige Mitarbeitende sind enorm gestiegen. Immer mehr Gesetze, neue Rechnungsmodelle oder zusätzliche Aufgaben in der Personalführung übersteigen nicht selten die Möglichkeiten von Nichtprofessionellen. Kommt das Milizsystem an seine Grenzen?

\* Bereichsleiter Theologie, Mitherausgeber

Es gibt aber auch Missverständnisse. Manchmal werden unter dem Stichwort des Priestertums aller Gläubigen offene und versteckte Machtkämpfe geführt. Und es kommt sogar vor, dass das allgemeine Priestertum als Infragestellung des Pfarramtes verstanden wird.

Ein neues Buch möchte in dieser Situation zur Ermutigung und Klärung beitragen. Unter dem Titel «Alle sind gefragt» zeigt es, was die Reformatoren mit dem Priestertum aller Gläubigen gemeint haben und was es heute leisten kann. Vor allem aber kommt viel Praktisches vor: ein Gespräch über die Arbeit im Kirchgemeinderat. Berichte von gelingenden Beispielen von Freiwilligenarbeit. Oder ein Beitrag zum Kirchensonntag.

Alle deutschsprachigen Kirchgemeinden der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn haben im Mai ein Exemplar von «Alle sind gefragt» erhalten. Bei [theologie@refbejuso.ch](mailto:theologie@refbejuso.ch) können weitere Exemplare gratis bestellt werden.



Ralph Kunz, Matthias Zeindler (Hg.):  
Alle sind gefragt. Das Priestertum aller Gläubigen heute (denkMal 9), Zürich: Theologischer Verlag, 2018, ISBN 978-3-290-17929-8, 164 Seiten



# «Seite an Seite mit Flüchtlingen»

SEK – Schweizweit setzen sich Freiwillige der reformierten Kirchen für Flüchtlinge ein. Die Broschüre «Seite an Seite mit Flüchtlingen» des Schweizerischen Evangelischen Kirchenbundes macht dieses Engagement sichtbar.

Krieg und Verfolgung treiben jährlich Millionen Menschen in die Flucht. Ein kleiner Teil von ihnen findet den Weg in die Schweiz. Viele der hier Gestrandeten bleiben für den Rest ihres Lebens und werden zu Nachbarinnen und Nachbarn. Sich in der Schweiz zurechtzufinden, ist aber nicht ganz einfach. Deshalb freuen sich Flüchtlinge über Unterstützung durch Einheimische. Sei dies, um die Anfangszeit in den Asylunterkünften zu bewältigen, oder später, um ein selbstbestimmtes Leben führen zu können. Genau dies machen sich viele engagierte Personen aus den Kirchen und Kirchgemeinden zur Aufgabe. Sie greifen den neu Zugezogenen unter die Arme und helfen freiwillig beim Spracherwerb, bei der Wohnungs- und Arbeitssuche und in vielen anderen Bereichen. Unzählige erfolgreiche Initiativen für Flüchtlinge sind entstanden – zu viele, um sie hier alle vorzustellen. Die im Folgenden dargestellte Auswahl an Projekten gibt einen Eindruck davon, wie die Reformierten die Integration von Flüchtlingen unterstützen. Wir freuen uns, wenn weitere Freiwillige, Kirchgemeinden oder auch andere kirchliche Organisationen ermutigt werden, sich für Flüchtlinge einzusetzen. Engage-

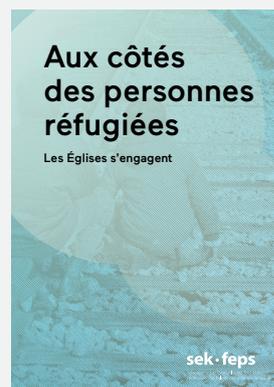


ment für Flüchtlinge, egal, welcher Herkunft oder Religion, ist ein Gewinn für beide Seiten – für die Hiesigen und für die neu Zugezogenen.

[www.sek.ch](http://www.sek.ch)

## F BROCHURE FEPS Aux côtés des personnes réfugiées

FEPS – Dans toute la Suisse, de nombreux bénévoles issus des Eglises réformées s'engagent pour les réfugiés. La brochure «Aux côtés des personnes réfugiées» de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse permet de mieux faire connaître leur travail.



Chaque année, des millions de personnes sont forcées de fuir la guerre et les persécutions. Une petite partie d'entre elles trouvent refuge en Suisse. Et beaucoup de ces nouveaux arrivants restent ici toute leur vie et deviennent ainsi nos voisines et nos voisins. Cependant, il n'est pas facile de trouver des repères en Suisse. C'est pourquoi les réfugiés sont souvent très heureux de recevoir un soutien de la population locale, que ce soit pour les aider à surmonter la première période passée dans les centres de requérants d'asile, ou plus tard pour pouvoir mener une vie autonome. C'est précisément dans ce but que s'engagent de nombreuses personnes issues du milieu des Eglises et des paroisses. Elles épaulent les nouveaux arrivants et leur apportent une aide bénévole dans l'apprentissage de la langue, dans la recherche d'un logement et d'un travail, et dans bien d'autres domaines. Cet engagement a débouché sur d'innombrables initiatives couronnées de succès en faveur des réfugiés – trop nombreuses pour être toutes évoquées ici. Les exemples de projets présentés ci-après donnent une idée de la façon dont les protestantes et les protestants soutiennent l'intégration des personnes réfugiées. Nous serions heureux si d'autres bénévoles, paroisses ou organisations ecclésiales pouvaient ainsi être encouragés à s'investir en faveur des réfugiés. L'engagement pour ces personnes, quelles que soient leurs origines ou leur religion, bénéficie aux deux parties – aux habitants de notre pays comme aux nouveaux arrivants.

[www.feps.ch](http://www.feps.ch)

2 juin

### Corgémont: fête des enfants

Une certaine d'enfants de toutes les paroisses de l'arrondissement sont attendus pour une journée festive le samedi 2 juin à la salle de spectacles et sur le terrain de sport de Corgémont. Cette année, la manifestation se déroulera sous le slogan «Trop fort!». Les enfants âgés de sept à dix ans, participent à des activités ludiques, des ateliers et terminent la journée par une célébration. Les enfants du cycle I de catéchisme de toutes les paroisses de la région se retrouvent tous les deux ans pour cette journée commune.

9 h à 16 h, salle de spectacles et terrain de sport de Corgémont

2 juin

### Abbatiale de Bellelay: exposition

Vernissage de l'exposition de l'artiste zurichois Mirko Baselgia, dans le cadre des animations autour de l'Abbaye de Bellelay. L'exposition est intitulée Jardin expérimental, un cycle de développement et de décomposition, une relation entre l'homme et la flore.

16 h, Abbatiale de Bellelay

2 juin

### CIP de Tramelan: contes et crêpes

Sur le thème «Sucré-salé», les conteuses d'Arôme Rouge et la médiathèque du CIP invitent les jeunes et moins jeunes à une matinée pour ouvrir leurs oreilles et faire saliver leurs papilles. Cette matinée de contes débutera par un café à partir de 10h. Dès 10h30, les conteuses tiendront le public en haleine avec des histoires qui donnent faim. Et lorsque les estomacs creux crieront famine, petits et grands seront conviés à la party crêpes et fajitas qui suivra. Un menu que chacun pourra composer selon ses souhaits. Moment convivial à partager en famille! Inscription: souhaitée pour le repas.

10 h à 13 h, CIP, Tramelan

5 juin

### Centre de Sornetan: conférence sur l'adolescence

«Adolescence: passage ou pas sage?». C'est le titre de la conférence donnée par le pédopsychiatre Frédéric Wühl et la psychopédagogue Anne-Dominique Grosvernier. L'adolescence est une période de transition, un carrefour de la vie. C'est une période d'ouverture, de découverte des possibilités, mais aussi un moment difficile, un temps de changements et d'incertitude. Cette soirée permettra de découvrir ce qui se passe dans cette période spéciale, pour les jeunes et les parents aussi. L'apport des

neuro-sciences permettra de mieux comprendre certains phénomènes de l'adolescence. Conférence ouverte à toutes et à tous, destinée tant aux professionnel-le-s qu'aux parents.

20 h, Centre de Sornetan

16., 17. und 22. Juni

### Theater «neighbourLines»

Das Theaterstück wird inszeniert von Menschen mit und ohne Migrationsvordergrund. Die Dialoge des Stücks sind geprägt von Humor und Tiefgang. Es werden Fragen zu Migration und zum Älterwerden aufgeworfen, welche zum Nachdenken anregen, und auch das Thema Nachbarschaft wird aufgenommen. Die Dernière findet am 29. Juni um 19 Uhr im Kirchengemeindehaus am Lindenweg 3 in Zollikofen statt. Freier Eintritt, Kollekte.

Zeit: jeweils 19 Uhr  
Ort: Kirchengemeindehaus Melchenbühl, Bersetweg 19, Gümligen

20.–22. Juni

### 5. Studientage zur theologischen und gesellschaftlichen Erneuerung «Theologie im Dialog»

An den Studientagen wird der Frage nachgegangen, was ein Leben «in Christus» im 21. Jahrhundert bedeutet. Bewusst wird dabei Bezug genommen auf den ökumenischen Gottesdienst «Gemeinsam zur Mitte» vom 1. April 2017 in Zug. Es wird nach Wegen gesucht, wie sich die Kirchen in der Schweiz weiter auf die gemeinsame Mitte zubewegen können. Folgende Referentinnen und Referenten haben ihre Beteiligung an den Studientagen zugesagt: Prof. Dr. Alister McGrath, UK, Kirchbundspräsident Gottfried Locher, Abt Urban Federer, RT Reverend Dr. Graham Tomlin, UK, Pfarrerin Sabine Brändlin, Generalvikariatsrat Dr. Christian Hennecke, D, Prof. Matthias Zeindler und viele weitere Referentinnen und Referenten.

Teilnahmebeitrag: Fr. 130.– pro Tag bzw. Fr. 220.– für beide Tage.  
Informationen zur Veranstaltung und zu Übernachtungsmöglichkeiten, Anmeldung: [www.glaubeundgesellschaft.ch](http://www.glaubeundgesellschaft.ch)  
Ort: Universität Freiburg, Theologische Fakultät, Studienzentrum für Glaube und Gesellschaft, Avenue de l'Europe 20, 1700 Freiburg

23. Juni

### Beauftragungsfeier der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn

Die Beauftragung ermächtigt Katechetinnen und Katecheten, Sozialdiakoninnen und Sozialdiakone aufgrund ihrer Ausbildung und Berufung zur Ausübung des katechetischen bzw. sozialdiakonischen Amtes. Beauftragender

ist Pfarrer Stefan Ramseier, Synodalrat, mitwirken werden Pfarrer Andreas Zeller, Synodalratspräsident, Pia Grosseholz-Fahrni, Vizepräsidentin des Synodalrats, Claudia Hubacher, Synodalrätin, und Pfarrer Roland Stach, Synodalrat. Für die musikalische Umrahmung sorgen Daniel Glaus, Orgel, und das Frauenvokalensemble Donne da Canto unter der Leitung von Ursula Kruppen Schönholzer.

Zeit: 10 Uhr  
Ort: Münster, Münsterplatz, Bern

30. Juni

### 1. Impulstag «Populäre Kirchenmusik» – Warum sich populäre Kirchenmusik lohnt

Der Bereich Theologie der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn will eine Erweiterung der Musikstile im Gottesdienst fördern. Kirchengemeinden werden unterstützt, ihr bereits bestehendes musikalisches Angebot auszubauen und bekannt(er) zu machen oder es zu erweitern und neue Musikstile auszuprobieren. Der erste Impulstag ist dazu da, einen Einblick in die populäre Kirchenmusik der letzten Jahrzehnte zu erlangen. Gemeinden können sich mit bereits bestehendem Angebot vorstellen und ihre Erfahrungen in den Bereichen Gottesdienstformen, Umsetzungsmöglichkeiten, Coaching und technischen Möglichkeiten weitergeben. Zielpublikum sind Pfarrpersonen, Organistinnen, Musiker, Kirchengemeinderätinnen und -räte und Interessierte aus den Bezirken Bern Mittelland Nord/Süd und Stadt Bern. Da eine regionale Vernetzung angestrebt wird, werden weitere Impulstage in anderen Bezirken folgen.

Kosten: Fr. 30.– inkl. Imbiss und Kaffee.  
Anmeldung bis 20. Juni an [claudio.gagliardi@refbejuso.ch](mailto:claudio.gagliardi@refbejuso.ch)  
Zeit: 8.30–13.30 Uhr  
Ort: Französische Kirche, Zeughausgasse 8, Bern

22. August

### Bernische Diakoniekonferenz 2018: Weite Sicht – Konkrete Praxis

Welchen Veränderungen stellt sich die Sozialdiakonie? Ausgehend von alltäglichen Begebenheiten, fragt man sich, wie sie mit der Umwelt verknüpft sind. Vor allem interessiert, wie wir unsere eigenen Handlungsräume gestalten können. Auf der Grundlage eines Inputs von Ueli Mäder, Soziologe, em. Professor Universität Basel, können sich die Teilnehmenden austauschen und voneinander lernen. Die Konferenz startet mit einer fakultativen Führung durch das Berner Münster.

Anmeldeschluss: 2. Juli  
Zeit: 13.30–16.30 Uhr  
Ort: Gesellschaft zum Distelzwang, Gerechtigkeitsgasse 79, Bern

Für weitere Informationen / Pour de plus amples informations: [refbejuso.ch](http://refbejuso.ch) > Agenda



Reformierte Kirchen  
Bern-Jura-Solothurn  
Eglises réformées  
Berne-Jura-Soleure

# Kurse und Weiterbildung

18142

## Siebenschläfertag rund ums Niederhorn

Ökumenisches Katechetinnen-Katechetentreffen  
27.06.2018, ganzer Tag, von Thun übers Niederhorn wieder bis Thun  
Anmeldeschluss: 02.06.2018

18143

## Bibliolog – weil jede und jeder etwas beizutragen hat

Trainingstag mit Barbara Hanusa für Bibliologinnen und Bibliologen  
02.07.2018, 09.00–17.00 Uhr  
Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern  
Anmeldeschluss: 13.06.2018

18144

## Mitarbeitenden-Kurs Kinder und Familien

Basismodul  
08.–10.08.2018, Centre Sornetan  
07. + 14.09.2018, Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern  
Anmeldeschluss: 15.06.2018

18224

## Von Gott bewegt – bewegen wir

Medientag mit praktischen Ideen für einen bewegten Unterricht  
auf allen Stufen  
22.08.2018, 17.00–21.00 Uhr, Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern  
Anmeldeschluss: 14.08.2018

18217

## Stark fürs Leben werden

Ökumenischer Impulstag mit Franz Kett  
03.11.2018, 09.00–16.30 Uhr, Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern  
Anmeldeschluss: 22.10.2018

Hol-  
Angebot

## Beratungsangebot: Den Blick in die Zukunft richten – Vision Kirche 21

Sich mit der Vision Kirche 21 weiterentwickeln – Schwerpunkte setzen –  
regional denken  
Umfang: ca. 10 Stunden  
Nach Vereinbarung

Hol-  
Angebot

## Gewinnung neuer Kirchgemeinderätinnen/räte – eine Herausforderung!

Ein Weiterbildungsatelier für Ihre Region / Ihren Bezirk  
Nach Vereinbarung

Hol-  
Angebot

## Konflikte in Kirchgemeinden – hinsehen und handeln!

Ein Weiterbildungsatelier für Ihren Bezirk / für Ihre Region  
Nach Vereinbarung

Hol-  
Angebot

## Medienberatung in den Kirchlichen Bibliotheken

[www.kirchliche-bibliotheken.ch](http://www.kirchliche-bibliotheken.ch)  
Nach Vereinbarung

Hol-  
Angebot

## MBR unterwegs

Die MBR kommt zu Ihnen, präsentiert Medien und berät Sie und Ihr Team  
Nach Vereinbarung

## Anmeldung an die Kursadministration

Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn, Kursadministration,  
Altenbergstrasse 66, Postfach, 3000 Bern 22,  
T 031 340 24 24, [kursadministration@refbejuso.ch](mailto:kursadministration@refbejuso.ch)  
[www.refbejuso.ch/bildungsangebote](http://www.refbejuso.ch/bildungsangebote)

# KURZ UND BÜNDIG

KREISSCHREIBEN DES SYNODALRATS

EN **BREF**

CIRCULAIRE DU CONSEIL SYNODAL

## ERGEBNISSE GESAMTKIRCHLICHE KOLLEKTEN

### Kirchensonntag 2018

Die Kirchensonntagskollekte vom 4. Februar 2018 zum Rahmenthema «Unsere Geschichten erzählen» ergab den Betrag von CHF 50 118.05. Er wurde zu gleichen Teilen an das Projekt «Verein Lesen und Schreiben (LundS)» in Bern, das Projekt «Frühförderungsprogramm schritt:weise / petits:pas» im Arrondissement du Jura und das Projekt «Schenk mir eine Geschichte – Family Literacy» in Solothurn überwiesen.

#### Ergebnisse der Vorjahre

2017: CHF 53 572.05, 2016: CHF 46 603.90, 2015: CHF 52 638.15.

### F RÉSULTAT DES COLLECTES POUR L'ENSEMBLE DE L'ÉGLISE Dimanche de l'Eglise 2018

La collecte pour le Dimanche de l'Eglise du 4 février 2018 placé sous le thème générique «Il était une foi» a rapporté un montant de CHF 50 118.05. Il a été versé à parts égales au projet de l'association «Lectures et Écritures (LundS)» à Berne, au Programme d'encouragement précoce «petits:pas» dans l'arrondissement du Jura et au projet «Offre-moi une histoire – Family Literacy» à Soleure.

#### Résultats des années précédentes

2017: CHF 53 572.05, 2016: CHF 46 603.90, 2015: CHF 52 638.15.

## EVANGELISCHE FRAUEN SCHWEIZ

### Resolution Care-Arbeit

*Communiqué* – An ihrer Delegiertenversammlung von Ende April forderten die Evangelischen Frauen Schweiz (EFS) bessere Bedingungen für alle, die Care-Arbeit leisten. In einer Resolution fordern die EFS, dass Care-Arbeit besser verteilt wird. Wer Angehörige pflegt, muss sozial abgesichert und unterstützt werden.

Für Kinder, Kranke oder Gebrechliche sorgen – viele Menschen kennen diese Arbeiten aus eigener Erfahrung. «Die zahlreichen Rückmeldungen zum Thema Care-Arbeit zeigen uns, dass Handlungsbedarf besteht», sagte Dorothea Forster, Präsidentin der EFS. Die Delegiertenversammlung der EFS verabschiedete eine Resolution mit sieben zentralen Forderungen zu Care-Arbeit.

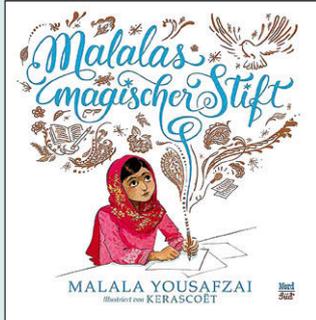
Care-Arbeit ist immer noch sehr ungleich verteilt. In der Schweiz gibt es grosse Unterschiede zwischen den Geschlechtern. Frauen leisten den grössten Anteil an

Care-Arbeit. Das hat auch mit den gesellschaftlichen Erwartungen zu tun. Die EFS setzen sich dafür ein, dass Stereotype aufgebrochen werden und Care-Arbeit für alle Menschen selbstverständlich wird.

Die EFS-Delegierten sind überzeugt, dass es bessere Bedingungen für die Care-Arbeit braucht. Unbezahlte Care-Arbeit müsse sozial besser abgesichert werden. Oft steigen Frauen aus dem Beruf aus, um unbezahlte Care-Arbeit zu leisten. Das hat Lohn- und Renteneinbussen zur Folge. Diese Einbussen müssen sozial abgedeckt werden.

Die Resolution fordert mehr Hilfs- und Entlastungsangebote für Menschen, die Care-Arbeit leisten. Die EFS-Delegierten wollen mehr greifbare Wertschätzung für Care-Arbeit – zum Beispiel auf dem Arbeitsmarkt. Für bezahlte Care-Arbeit fordern die EFS faire Entlohnung und klare Regelungen im Arbeitsgesetz.

## Kirchliche Bibliotheken



**Malalas magischer Stift**  
Bilderbuch

*Malala Yousafzai*  
*Illustriert von Kerascoët*

NordSüd, 2018  
ISBN 978-3-314-10441-1

«Glaubst du an Magie?», fragt Malala und erzählt im wunderschön illustrierten Bilderbuch, wie sie als Kind von einem magischen Stift träumte, mit dem sie eine gerechtere, friedlichere Welt zeichnen könnte. Malala wuchs in Pakistan auf und durfte die Schule besuchen. Sie erkannte schon früh, dass nicht alle Kinder – vor allem Mädchen – Zugang zu Bildung haben. Im Alter von zehn Jahren erlebte Malala den Einzug der Taliban und mit diesem das Verbot, als Mädchen am Unterricht teilzunehmen. Da entdeckte Malala ihren Zauberstift. Sie nahm einen richtigen Stift zur Hand und schrieb auf, was sie bedrückte. Sie stiess damit auf Interesse und Solidarität und tritt seitdem mit viel Mut und Einsatz immer wieder für Frieden und die Bildung für alle ein. «Die Magie ist in dir, in deinen Worten, in deiner Stimme.»



**Facing Mecca**  
Schweizer Kurzspielfilm

*Regie: Jan-Eric Mack*

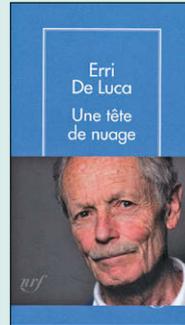
Zürcher Hochschule der Künste, 2017, 27 Min.

Der in Zürich wohnhafte Regisseur Jan-Eric Mack hat mit «Facing Mecca» seinen Master in Regie an der Zürcher Hochschule der Künste abgeschlossen und den Studenten-Oscar gewonnen. «Man muss einander zuhören, um Probleme zu lösen», sagt der Regisseur. Seine Geschichte basiert auf dem, was er in unzähligen Interviews erfahren hat. Fareed, ein syrischer Flüchtling, möchte seine verstorbene Frau nach muslimischem Brauch beerdigen; innerhalb der 24-Stunden-Frist, mit dem Kopf nach Mekka und für alle Ewigkeit. Das gestaltet sich in einer Schweizer Gemeinde mit ihrer Bürokratie schwierig. Rein zufällig wird der Pensionär Roli in die Geschichte verstrickt. Gemeinsam finden sie gangbare und überraschende Lösungen. Ein ausdrucksstarker Film!

*Die hier aufgeführten Medien können bei den kirchlichen Bibliotheken bezogen werden:*

[www.kirchliche-bibliotheken.ch](http://www.kirchliche-bibliotheken.ch)

## Médiathèque CRÉDOC



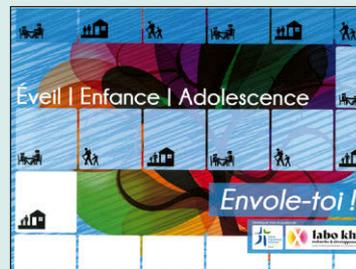
**Une tête de nuage**

Une belle histoire d'amour racontée avec art et subtilité!

*Erri De Luca*

Paris: Gallimard, 2018, 94 pages

Une femme, Miriàm. Un homme, Iosèf. Un jeune couple d'amoureux. Ils se sont rencontrés en Galilée et vont se marier à Nazareth. Quand Miriàm annonce à son fiancé qu'elle attend un enfant dont il n'est pas le père, Iosèf ne la dénonce pas aux autorités. Il croit en sa parole. Il croit qu'elle est enceinte d'une annonce, il croit à une vérité invraisemblable. Erri De Luca décrit «son» Christ dans ce nouveau roman. Ses formules font mouche et donnent envie d'aller relire les Évangiles. Et pourtant, quand il s'agit de raconter l'histoire de la Nativité, il n'est pas facile de passer après Luc, Matthieu et Jean...



**Envole-toi!: éveil, enfance, adolescence**

*Laurent Bader,*  
*Laurent Lavanchy*

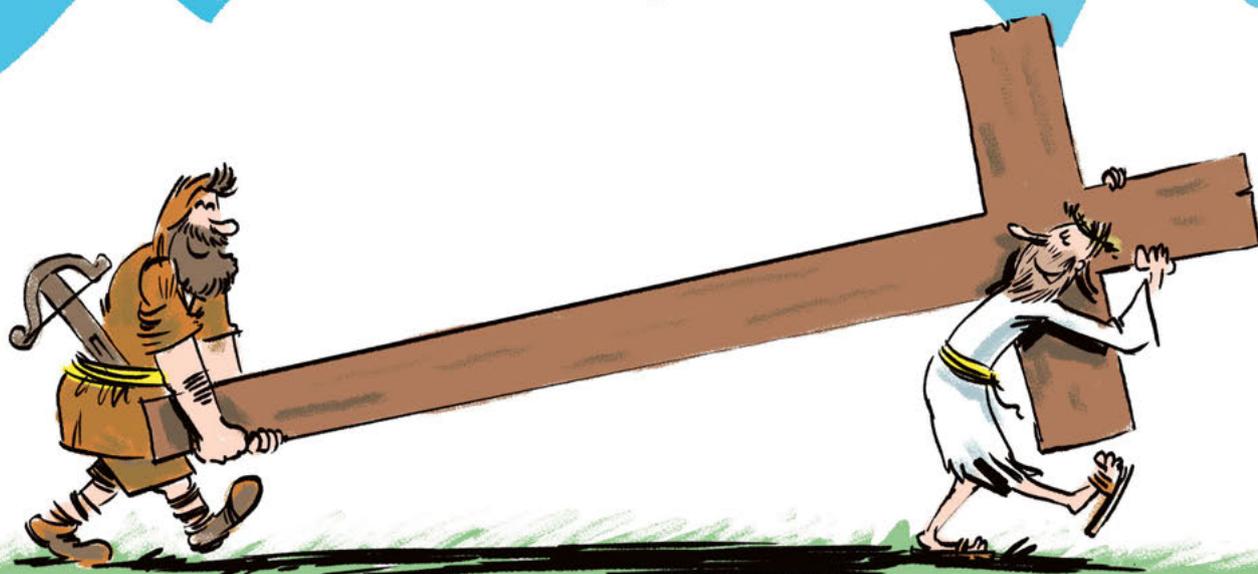
Lausanne: EERV/SFA,  
2017, 1 jeu

Même en famille il n'est pas aisé de parler de sa foi, d'exprimer ses convictions, de vivre sa spiritualité. Que répondre aux questions de son enfant au sujet de Dieu? Comment répondre à ses interrogations quand il grandit et que son esprit critique se développe? Le plateau du jeu représente le parcours spirituel d'un enfant. Les cartes que les parents découvrent au long du parcours de vie leur permettent de s'exercer à formuler des réponses en interaction avec d'autres parents. «Envole-toi» rassure les parents sur leur capacité à parler de leur conviction. Ils réalisent qu'ils peuvent accompagner leur(s) enfant(s) dans la découverte et la pratique de la foi chrétienne et d'échanger avec eux sur ce thème en toute simplicité.

*Les médias présentés dans cette rubrique peuvent être empruntés au Centre de recherche et de documentation CRÉDOC à la médiathèque du Centre interrégional de perfectionnement (CIP) à Tramelan:*

[www.cip-tramelan.ch](http://www.cip-tramelan.ch) > **mediatheque**

# Partnerschaft Kirche–Staat Partenariat Eglise–Etat



Tony